

II. - CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, RECONSTRUCTION ET URBANISME (Ministère des). — V. Commerce, reconstruction et urbanisme (Ministère du). — Économie nationale (Ministère de l'). — Finances (Ministère des). — Finances et affaires économiques (Ministère des). — Reconstruction et urbanisme (Ministère de la). — Travaux publics et transports (Ministère des).

Questions posées au ministre des affaires sociales, des travaux publics et transports, de la reconstruction et de l'urbanisme et réponses de celui-ci.

CHAMBRES NEUBLES. — Location. — Conditions.
Question n° 518 posée par M. Amédée Guy, p. 2101.

ESSENCE. — Mesures envisagées pour une attribution d'essence suffisante aux médecins et aux sages-femmes.
Question n° 519 posée par M. Bernard Lafay, p. 2105.

INDEMNITÉ MENSUELLE TEMPORAIRE ET EXCEPTIONNELLE. — Exemption de toute retenue. — Absorption par la majoration prévue à l'arrêté du 21 août 1947. — Conséquence pour la retenue. — Mesure proposée.
Question n° 517 posée par M. Amédée Guy, p. 2104.

TAXATION. — Critères de base pour proposer la mise des produits hors taxation.
Question n° 520 posée par M. Bernard Lafay, p. 2105.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Ministère des)

Questions posées au ministre des affaires étrangères et réponses de celui-ci.

AGENTS DU CADRE COMPLÉMENTAIRE. — Examen d'admission offrant des garanties comparables à celles exigées des candidats à l'école d'administration. — Cas des candidats se trouvant éloignés de la métropole.
Question n° 490 posée par M. le général Paul Tubert, p. 2061. Réponse, p. 2086.

CARGO ITALIEN. — Cargo italien « Arcola » capturé sur la côte occidentale de l'Afrique, pendant la guerre, par les Anglais, ancré à Dakar. — Réparation avant sa restitution. — Travaux non commencés. — Mesures suggérées.
Question n° 352 posée par M. Charles-Cros, p. 659. Réponse, p. 5035.

FRAANÇAIS RÉSIDANT EN ITALIE. — Menace d'expulsion fin février. — Confirmation. — Dans l'affirmative, mesures de protection prises.
Question n° 36 posée par M. Ernest Pezot, p. 79. Réponse, p. 295.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES. — QUESTIONS ÉCRITES (CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE). — 1.

OUVRAGE INTITULÉ « LE ZÉRO ET L'INFINI ». — Interdiction dans la zone française en Allemagne. — Confirmation. — Dans l'affirmative, motifs.

Question n° 363 posée par M. Ernest Pezot, p. 920. Réponse, p. 2043.

PRESSE. — Journaux français absents des kiosques de Berlin. — Motifs. — Mesures envisagées.

Question n° 293 posée par M. Jacques de Menditte, p. 604. Réponse, p. 1687.

PRESSE FRANÇAISE À L'ÉTRANGER. — Crise de la presse française en Égypte. — Mesures envisagées pour une diffusion plus efficace.

Question n° 515 posée par M. Marcel Baron, p. 2147.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 80 posée par M. Bernard Lafay, p. 151. Réponse, p. 526.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 172 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 516.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Victimes de la guerre faites par les camps d'extermination allemands parmi: a) les Allemands; b) toutes autres nationalités. — Évaluation, pour les divers pays, des victimes de la guerre, militaires et civils.

Question n° 451 posée par M. Paul Pauly, p. 1821. Réponse, p. 2085.

AFFAIRES SOCIALES ET ANCIENS COMBATTANTS (Ministère des). — V. Anciens combattants et victimes de la guerre (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre des affaires sociales et des anciens combattants et réponses de celui-ci.

ALLOCATION TEMPORAIRE AUX VIEUX. — Attribution refusée aux personnes incapables au travail âgées de plus de soixante ans ou aux personnes ayant dépassé soixante-cinq ans au 1^{er} décembre 1946. — Mesures prévues en leur faveur.

Question n° 535 posée par M. Alcide Benoît, p. 2137. Réponse, p. 2613.

INDEMNITÉ MENSUELLE TEMPORAIRE ET EXCEPTIONNELLE. — Exemption de toute retenue. — Absorption par la majoration prévue à l'arrêté du 21 août 1947. — Conséquence pour la retenue. — Mesure proposée.

Question n° 522 posée par M. Amédée Guy, p. 2105.

PENSIONS. — Réversibilité. — Acquisition de plein droit possible aux anciens militaires mariés ou remariés.

Question n° 521 posée par M. Henri Borgeaud, p. 2105. Réponse, p. 2372.

PRESTATIONS MALADIE. — Refus aux employés municipaux retraités et à leurs veuves. — Justification.

Question n° 536 posée par Mme Isabelle Claeys, p. 2137.

PRODUITS CHIMIQUES. — Précisions, par nature, valeur et poids, des produits chimiques dont l'importation est prévue pour le deuxième semestre 1947.

Question n° 523 posée par M. Bernard Lafay, p. 2105. Réponse, p. 2273.

AGRICULTURE (Ministère de l')

I

Questions posées à M. le ministre de l'agriculture et réponses de celui-ci.

ACCIDENTS DE TRAVAIL AGRICOLE. — Consultation ou visite médicale. — Application de la réduction de 20 p. 100 prévue par les statuts des caisses mutuelles.

Question n° 42 posée par M. Joseph Aussel, p. 53. Réponse, p. 526.

AMIDON DE FROMENT, DE MAÏS ET DE RIZ. — Tonrages, par année 1945 et 1946, de la quantité: 1^o fabriqué en France; 2^o importée: a) de l'Union française; b) de l'étranger. — Répartition.

Question n° 247 posée par M. André Pailraut, p. 553.

ASSURANCES FAMILIALES AGRICOLES. — Cotisation. — Cas d'un propriétaire rural, non exploitant, ni artisan, 71 ans, petites terres données en métayage.

Question n° 601 posée par M. Antoine Glacomoni, p. 2533.

BAUX. — Application éventuelle aux baux actuellement en cours de la loi n° 42-1011 du 9 novembre 1942.

Question n° 491 posée par M. René Tognard, p. 2083.

BOIS. — Commerçants en bois. — Autorisation d'ajouter diverses taxes au prix de vente fixé à l'acheteur.

Question n° 473 posée par M. Amédée Guy, p. 378. Réponse, p. 516.

CALAMITÉS AGRICOLES. — Dégâts considérables provoqués par des orages dans la Charente. — Mesures envisagées pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés.

Question n° 340 posée par Mme Marjette Brion, p. 767. Réponse, p. 2086.

CÉRÉALES. — Etat, par département, des quantités de blé et de seigle récoltées en 1946, commercialisées, livrées au 1^{er} février 1947. — Céréales secondaires récoltées en 1946, livrées au 1^{er} février 1947. — Etat comparatif par département.

Question n° 57 posée par M. Charles Brune, p. 101.

CHASSE. — Dégâts causés à l'agriculture dans le Bas-Rhin. — Organisme compétent pour indemniser les victimes.

Question n° 156 posée par M. Alfred Westphal, p. 277. Réponse, p. 516.

CHEVAUX. — Contingent importé du Danemark. — Répartition entre divers départements. — Quantité attribuée à l'Ardeèche.

Question n° 205 posée par M. Marcel Molle, p. 479. Réponse, p. 570.

— Par année, nombre de chevaux importés en France depuis l'époque où cette opération a été décidée. — Prix moyen du cheval belge en 1947: a) à l'achat; b) à la vente à l'utilisateur français. — Part financière de l'Etat.

Question n° 611 posée par M. Yves Jaouen, p. 2612.

CONSERVATEURS DES EAUX ET FORÊTS. — Créations nouvelles. — Motifs. — Nombre en 1933 et effectif actuel des conservateurs et des inspecteurs généraux des eaux et forêts. — Projet de réorganisation.

Question n° 537 posée par M. Charles Morel, p. 2137. Réponse, p. 2371.

CONTRATS RURAUX DE RENTE VIAGÈRE. — Signification légale attribuée aux mots « cours moyen légal du blé » dans les contrats ruraux de rente viagère.

Question n° 564 posée par M. André Dulin, p. 2472.

ENGRAIS. — Bases d'attribution à chaque département. — Quantités des divers engrais prévues pour la Haute-Savoie.

Question n° 485 posée par M. René Rosset, p. 2017. Réponse, p. 2086.

EXPULSION D'UN FERMIER. — Fermier expulsé par un jugement dont il fait appel.

Question n° 422 posée par M. Joseph Aussel, p. 195. Réponse, p. 546.

FARINE. — Etat, par département, de la farine nécessaire aux boulangeries, compte tenu du rationnement actuel.

Question n° 58 posée par M. Charles Brune, p. 101.

FONDS FORESTIER NATIONAL. — Indication des produits de la forêt devant subir à la vente la taxe du fonds forestier national. — Montant de cette taxe.

Question n° 594 posée par M. André Platt, p. 2480.

HABITAT RURAL. — Champ d'application de la loi du 21 novembre 1940 relative à l'habitat rural.

Question n° 475 posée par M. Baptiste Roude!, p. 378.

MARGARINES. — Précautions prises autorisant l'introduction de matières colorantes dans les margarines destinées à l'alimentation.

Question n° 477 posée par M. Bernard Lafay, p. 1965. Réponse, p. 2555.

PAIEMENT MUTUEL. — Prélèvement. — Part du Trésor. Attribution aux communes pour adduction d'eau.

Question n° 204 posée par M. François Durand, p. 479. Réponse, p. 546.

POINTE PRIORITAIRES. — Groupement entre habitants de la même commune. — Extension sur le plan intercommunal ou départemental.

Question n° 259 posée par M. Maxime Teysandier, p. 569. Réponse, p. 2613.

REBOISEMENT. — Indication des modalités concrètes à suivre aux reboiseurs désirant emprunter au fonds forestier national.

Question n° 533 posée par M. Christian Vieljeux, p. 2132. Réponse, p. 2932.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de la réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 81 posée par M. Bernard Lafay, p. 454. Réponse, p. 526.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 174 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 570.

SOCIÉTÉS MUTUALISTES. — Situation à l'égard d'acquisition d'immeubles.

Question n° 239 posée par M. Stanislas Dadu, p. 545.

STATISTIQUE AGRICOLE ANNUELLE. — Recueil. — Parution arrêtée depuis 1944. — Reprise demandée.

Question n° 320 posée par M. Emmanuel La Gravière, p. 715. Réponse, p. 921.

STATUT DU FERMIER. — Réunion de fonds de ferme depuis le 1^{er} septembre 1939. — Demandes d'amodiation. — Liberté éventuelle du choix laissé au bailleur. — Date de prise de possession.

Question n° 455 posée par M. Pierre de Pélice, p. 4821. Réponse, p. 2086.

— Situation d'un orphelin de guerre devant reprendre sa ferme en 1939, à l'issue du service militaire, puis rappelé, captif jusqu'en 1915 en regard du droit de reprise.

Question n° 524 posée par M. Antoine Vourc'h, p. 2105.

SYNDICAT AGRICOLE. — Transformation en coopérative agricole. — Possibilité. — Conditions. — Situation des créanciers du syndicat.

Question n° 456 posée par M. Pierre de Pélice, p. 4821. Réponse, p. 2086.

AGRICULTURE

(Secrétariat d'Etat au ravitaillement.)

II

Question posée à M. le secrétaire d'Etat au ravitaillement et réponse de celui-ci.

CHOCOLAT. — Distribution non prévue pour les fêtes de fin d'année. — Motifs. — Confiseries regorgeant de bonbons et de gâteaux au chocolat alors qu'on n'a fait que dix distributions au cours de l'année.

Question n° 609 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 2575.

AIR (Ministère de l')

Questions posées à M. le ministre de l'air et réponses de celui-ci.

ENGAGEMENT. — Contrats d'engagement des femmes actuellement en service non renouvelable. — Confirmation.

Question n° 464 posée par M. Marcel Rogier, p. 294. Réponse, p. 526.

INDOCHINE. — Envoi de renforts. — Choix des militaires. — Exemption pour les soldats ayant un frère tombé en Indochine.

Question n° 37 posée par M. Alexandre Caspary, p. 79. Réponse, p. 295.

LÉGION D'HONNEUR. — Attribution aux officiers de réserve réunissant trois citations pendant les guerres 1914-1918 et 1939-1945.

Question n° 476 posée par M. Jean Julien, p. 378. Réponse, p. 547.

— Tableau de concours pour propositions et nominations pour les officiers de réserve, anciens combattants de 1914-1918 et 1939-1940, non parue depuis 1940. — Mesures envisagées.

Question n° 463 posée par M. Jacques Gadoin, p. 1843. Réponse, p. 2085.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'AIR. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 82 posée par M. Bernard Lafay, p. 454. Réponse, p. 526.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 177 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 547.

SOLDE. — Elèves officiers de l'école de l'air nommés aspirants depuis octobre 1946. — Raisons s'opposant au mandatement de leur solde.

Question n° 59 posée par M. Henri Dorey, p. 101. Réponse, p. 256.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (Ministère des). — V. Affaires sociales et anciens combattants (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et réponses de celui-ci.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Suppression à un pensionné de guerre 40 p. 100, père de trois enfants en bas âge, depuis son entrée dans un école de rééducation. — Justification de cette mesure.

Question n° 406 posée par M. Paul Fourré, p. 1035. 1^{re} réponse, p. 1796; 2^e réponse, p. 2086.

ANCIENS COMBATTANTS. — Etranger, étudiant en médecine. — Engagé en 1930; prisonnier évadé, reprend ses études en 1944. — Droit éventuel au titre et prérogative « d'ancien combattant ».

Question n° 60 posée par M. Charles Brune, p. 101. Réponse, p. 526.

CERTAINS ORDRES DE RÉFORME. — Blessés mal reçus par les médecins chargés de les examiner.

Question n° 120 posée par M. Maurice Drier, p. 222. Réponse, p. 480.

CURES THERMALES. — Lenteur dans l'examen des dossiers des déportés et prisonniers dont la santé demande une cure thermique.

Question n° 246 posée par M. Georges Reverbori, p. 558. Réponse, p. 780.

EMPLOIS RÉSERVÉS. — Attribution aux victimes de la guerre. — Loi du 28 octobre 1946. — Décret d'application. — Date de parution.

Question n° 131 posée par M. Bernard Chochoy, p. 222. Réponse, p. 527.

— Loi du 26 octobre 1946. — Décret d'application. — Date de parution.

Question n° 123 posée par Yves Jaouen, p. 195. Réponse, p. 527.

— Enfant de veuve remariée. — Pupille de la nation. — Droit à la pension ou à la subvention.

Question n° 134 posée par M. Jacques Chaumel, p. 247. Réponse, p. 527.

MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE. — Attribution. — Exclusion des prisonniers résistants aux geôliers allemands. — Confirmation.

Question n° 269 posée par M. Jacques Chaumel, p. 608.

PERMIS DE CIRCULATION GRATUITE. — Refus aux veuves ou ascendants désirant se rendre sur la tombe de leur mari ou fils tué au cours d'engagements contre l'ennemi. — Cessation d'une telle exemption.

Question n° 516 posée par M. Emile Marin-Tabouret, p. 2147. Réponse, p. 2755.

PRESTATIONS FAMILIALES. — Règlement par l'Etat aux bénéficiaires des lois des 31 mars et 24 juin 1919. — Paiement non effectué. — Situation des ayants droit.

Question n° 130 posée par M. Henri Buffet, p. 222. Réponse, p. 527.

PRÊTS. — Prêts à moyen terme concédés aux anciens combattants. — Extension aux membres des Forces françaises de l'intérieur.

Question n° 461 posée par M. Joseph Voyant, Réponse, p. 2073.

SALAIRE UNIQUE. — Attribution éventuelle à un mutilé à 85 p. 100 ou plus: a) dont l'enfant la mère travaille; b) dont la femme seule travaille.

Question n° 571 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 2273.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de la réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 83 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 526.

= Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 178 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 547.

SINISTRÉS. — Petits propriétaires logés dans des constructions provisoires. — Loyer élevé. — Mesures proposées en leur faveur.

Question n° 206 posée par M. Emile Vanrullen, p. 173. Réponse, p. 517.

VÊTEMENTS. — Total, par catégorie, des effets attribués à la Vendée, depuis la libération, pour être répartis entre les anciens prisonniers et déportés.

Question n° 359 posée par M. Jacques Chaminet, p. 886. Réponse, p. 1060.

VEUVE. — Veuve d'un ancien capitaine indigène algérien, chevalier de la Légion d'honneur décédé en juin 1926. — Taux de la pension.

Question n° 294 posée par M. Abdesslam Benkheili, p. 661. Réponse, p. 921.

VEUVE DE DÉPORTÉ. — Déporté décédé en Allemagne. — Veuve âgée de 52 ans. — Droit éventuel à 55 ans à la prime de déportation et à la pension d'ascendant.

Question n° 152 posée par M. Roger Carasso, p. 253. Réponse, p. 527.

VEUVES DE GUERRE. — Situation tragique de ces veuves n'ayant touché, depuis le 1^{er} juillet, ni pension, ni allocation militaire, ni prorogation d'allocation d'attente.

Question n° 536 posée par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 2336.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Par période, de septembre 1939 à juin 1940 et de juin 1940 à avril 1941, nombre de victimes de la guerre: a) militaires; b) civiles.

Question n° 457 posée par M. Paul Pauly, p. 1822. Réponse, p. 2637.

COMMERCE (Ministère du). — V. Commerce, Reconstruction et urbanisme (Ministère de la). — Industrie et commerce (Ministère de l').

I

Questions posées à M. le ministre du commerce et réponses de celui-ci.

COMMERCE. — Immatriculation, modification au registre du commerce. — Longue attente au guichet du greffe. — Mesures proposées.

Question n° 249 posée par M. Henri Barré, p. 558. Réponse, p. 731.

MANDAT COMMERCIAL. — Arrêté du 5 novembre 1946. — Application éventuelle aux agents immobiliers et mandataires en vente de fonds de commerce.

Question n° 271 posée par M. René Simard, p. 608. Réponse, p. 943.

MONNAIE MATIÈRE. — Attribution insuffisante, dans la Manche, concernant l'acier, la peinture, l'électricité.

Question n° 270 posée par M. Stanislas Dadu, p. 608. Réponse, p. 921.

SAYON DE MÉNAGE. — Attribution contre un coupon de la feuille de denrées diverses.

Question n° 1 posée par M. Alcide Benoit, p. 45. Réponse, p. 248.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DU COMMERCE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 81 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 527.

= Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 179 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 547.

COMMERCE, RECONSTRUCTION ET URBANISME (Ministère du). — V. Commerce (Ministère du). — Reconstruction et urbanisme (Ministère de la).

II

Questions posées à M. le ministre du commerce, de la reconstruction et de l'urbanisme et réponses de celui-ci.

DOMMAGES DE GUERRE. — Crédits. — Répartition aux départements de la métropole. — Part totale réservée aux entreprises sinistrées relevant du comité interministériel (priorités).

Question n° 311 posée par M. Yves Jaouen, p. 767. Réponse, p. 1001.

= Indemnité. — Affectation à la création d'un bien nouveau différent du bien sinistré. — Précision.

Question n° 323 posée par Mme Marcelle Bevaud, p. 729. Réponse, p. 954.

DOMMAGES COMMIS DANS LES CANTONNEMENTS PAR LES TROUPES FRANÇAISES EN 1939-1940. — Indemnisation sur la base des prix de l'époque. — Confirmation. — Précisions sur la circulaire ministérielle n° 32 du 10 janvier 1947.

Question n° 389 posée par M. Alfred Westphal, p. 975. Réponse, p. 1822.

RECONSTRUCTION. — Institution d'une caisse autonome de la reconstruction. — Organisation, fonctionnement, attributions de cette caisse fixés par une loi non encore déposée. — Motifs.

Question n° 410 posée par Mme Jacqueline-Thiome Patenôtre, p. 1060.

RÉQUISITIONS. — Terrains réquisitionnés par l'ennemi, inondés, minés. — Indemnisation depuis la libération jusqu'à mise en état de culture. — Organisme habilité pour recevoir et régler les demandes.

Question n° 412 posée par Geoffroy de Montalembert, p. 1110. Réponse, p. 2018.

DÉFENSE NATIONALE (Ministère de la). — V. Forces armées (Ministère des). — Guerre (Ministère de la).

Questions posées à M. le ministre de la défense nationale et réponses de celui-ci.

DÉCORATIONS. — Porteurs de la médaille de « combattant volontaire », la transformant en médaille d'« engagé volontaire ». — Contrôle sévère demandé.

Question n° 21 posée par M. Jean Jullien, p. 60. Réponse, p. 531.

ÉCOLE MILITAIRE. — Cas d'un jeune homme quittant l'école militaire, en 1942, campagnes de l'Afrique du Nord et de la France, démobilisé en septembre 1945, se voyant réclamer 6.000 F par l'école militaire.

Question n° 25 posée par M. Emmanuel La-Gravière, p. 60. Réponse, p. 548.

LÉGION D'HONNEUR. — Attribution aux officiers réunissant trois citations durant les guerres 1914-1818 et 1939-1945.

Question n° 38 posée par M. Jean Jullien, p. 79. 1^{re} réponse, p. 331; 2^e réponse, p. 527.

POUDRIÈRE DE PONT-DE-BUIS (FINISTÈRE). — Licenciement du personnel. — Offres d'emplois par les Allemands. — Situation des ouvriers (95 p. 100) ayant refusé.

Question n° 29 posée par M. Antoine Vourc'h, p. 79. Réponse, p. 528.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 85 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 528.

= Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 180 posée par M. Bernard Lafay, p. 379. Réponse, p. 528.

ECONOMIE NATIONALE (Ministère de l'). — V. Affaires économiques, travaux publics et transports, reconstruction et urbanisme (Ministère des). — Finances et affaires économiques (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre de l'économie nationale et réponses de celui-ci.

ADDUCTION D'EAU POTABLE. — Monnaie-matière. — Attribution insuffisante au génie rural en vue des adductions d'eau potable dans les campagnes. — Mesures proposées.

Question n° 390 posée par M. André Palrault, p. 975.

ARTISANS RURAUX. — Fournitures. — Prix fixés par circulaire. — Émoi dans les milieux agricoles intéressés. — Assouplissement demandé.

Question n° 215 posée par M. Jacques Boisrond, p. 523.

BAISSE DES PRIX. — Application du décret du 2 janvier 1947. — Conséquences graves pour les budgets communaux.

Question n° 216 posée par M. Jules Boyer, p. 523.

CARÉ. — Existence de stocks dans les colonies. — Achat de cette denrée au Brésil. — Motifs.

Question n° 11 posée par M. Germain Pontille, p. 53. Réponse, p. 1173.

CAMIONS. — Importation de camions à essence. — Exportation de camions à gazogène. — Demande d'un programme imposé pour l'usage de ces derniers.

Question n° 61 posée par M. Pierre Boudet, p. 101. Réponse, p. 570.

CHARBON. — Hausse considérable annoncée dans la région lyonnaise. — Contradiction avec le décret du 2 janvier.

Question n° 15 posée par M. Germain Pontille, p. 53. Réponse, p. 256.

DENRÉES ALIMENTAIRES RATIONNÉES. — *Livraison en place chez les commerçants ruraux de la Gironde.* — *Ordre de déblocage donné en retard.* — *Motifs.*

Question n° 260 posée par M. Maximo Teysandier, p. 569. Réponse, p. 913.

ELECTRICITÉ. — *Tarifcation de l'énergie électrique.* — *Application des décrets la concernant.* — *Anomalies.*

Question n° 217 posée par M. Germain Pontille, p. 523.

ESSENCE. — *Attribution mensuelle d'un litre à chaque ménage.*

Question n° 2 posée par M. Alcide Benoit, p. 45. Réponse, p. 609.

ESSENCE, PÉTROLE, MAZOUT. — *Quantités : 1° importées de l'étranger; 2° produites par les colonies et la métropole; 3° livrées aux raffineries.* — *Droits perçus par l'Etat.* — *Contrôle.*

Question n° 13 posée par M. Germain Pontille, p. 53. Réponse, p. 690.

LAIT. — *Contrôle des livraisons dans la région de Thizy-Cours (Rhône).* — *Procédés employés regrettables.* — *Sanctions envisagées.*

Question n° 183 posée par M. Germain Pontille, p. 373. Réponse, p. 1236.

LOCAUX MEUBLÉS. — *Majorations.* — *Difficultés d'application de l'arrêté les autorisant.* — *Jurisdiction compétente.*

Question n° 273 posée par M. Amédée Guy, p. 603. Réponse, p. 4616.

MORTALITÉ DU BÉTAIL. — *Mutuelles d'assurances.* — *Primes variables.* — *Application de la baisse de 10 p. 100.*

Question n° 157 posée par M. Charles Brune, p. 277. Réponse, p. 610.

PRIX (DIMINUTION GÉNÉRALE DE). — *Application, par le préfet de la Loire, au prix de la journée à l'hôpital-hospice de Saint-Chamond.* — *Opportunité de reconsidérer la question.*

Question n° 151 posée par M. Jules Boyer, p. 379. Réponse, p. 609.

SAVON. — *Situation actuelle exacte du marché.* — *Augmentation de l'attribution.*

Question n° 324 posée par M. Gabriel Hocquard, p. 729. Réponse, p. 1887.

SAVON ET BEURRE. — *Distribution insuffisante à la population des Ardennes.*

Question n° 210 posée par Mme Marie-Hélène Gardel, p. 515.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE. — *Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947.* — *Dates : a) de réquisition; b) de levée de réquisition.*

Question n° 86 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 519.

= *Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947.* — *Agrément de la commission de contrôle.* — *Plan d'évacuation.*

Question n° 182 posée par M. Bernard Lafay, p. 379. Réponse, p. 519.

SURPLUS AMÉRICAINS. — *Coefficient industriel, agricole et forestier de la Loire en vue de l'attribution des voitures « Jeeps ».*

Question n° 272 posée par M. Claudius Buard, p. 603.

TAXE PROPORTIONNELLE DE 2,10 p. 100. — *Réclamation à l'heure actuelle à certains petits commerçants.* — *Justification.*

Question n° 71 posée par M. Emmanuel La Gravière, p. 136. Réponse, p. 523.

VINS. — *Prix de commercialisation proposés par le préfet de la Savoie.* — *Rapide homologation demandée.*

Question n° 70 posée par M. Jules Hyvrard, p. 136. Réponse, p. 528.

VOITURES DE TOURISME. — *Attribution insignifiante, en 1946, à certains départements (2 en Lozère).* — *Augmentation demandée.*

Question n° 495 posée par M. Charles Morel, p. 2083.

EDUCATION NATIONALE (Ministère de l')

Questions posées à M. le ministre de l'éducation nationale et réponses de celui-ci.

BACCALAURÉAT. — *Indemnités et frais des examinateurs non encore payés.* — *Motifs du retard.*

Question n° 218 posée par M. Pierre Pujol, p. 523. Réponse, p. 731.

CHARGES D'ENSEIGNEMENT. — *Nomination.* — *Application du décret du 26 juin 1942 aux instituteurs de 6^e moderne.*

Question n° 275 posée par M. André Southon, p. 608. Réponse, p. 921.

COLLÈGE CLASSIQUE. — *Principal titulaire.* — *Possibilité d'être nommé censeur directeur d'une annexe de lycée de ville de faculté.* — *Conditions.*

Question n° 295 posée par M. Paul Pauly, p. 664. Réponse, p. 921.

CONGÉS RÉGLEMENTAIRES. — *Fonctionnaires de l'enseignement à Konakry ne pouvant bénéficier des congés réglementaires.* — *Motifs.*

Question n° 376 posée par M. Alcide Benoit, p. 951. Réponse, p. 1790.

CONSEILS D'ÉCOLES. — *Constitution sous l'initiative d'associations familiales.* — *Participation éventuelle des instituteurs et institutrices.*

Question n° 326 posée par M. Jean Montgascon, p. 729. Réponse, p. 1060.

COURS DE DROIT D'OUTRE-MER. — *Création de cours de droit d'outre-mer dans les facultés de la métropole n'en possédant pas encore.*

Question n° 602 posée par M. Luc Durand-Réville, p. 2538.

DÉLÉGATIONS RECTORALES. — *Impossibilité aux recteurs de confier des délégations rectorales à des instituteurs munis de la licence d'enseignement.* — *Motifs.*

Question n° 417 posée par M. André Southon, p. 1236. Réponse, p. 2138.

DRAPS. — *Priorité d'achat aux familles nombreuses d'au moins trois enfants, comme aux hôteliers.*

Question n° 274 posée par Mme Simone Rollin, p. 608. Réponse, p. 2100.

ÉCOLE DE PLEIN AIR. — *Enfant, à la santé défectueuse, ne fréquentant pas l'école publique.* — *Admission possible dans une école de plein air.*

Question n° 313 posée par M. Yves Jaouen, p. 1110. Réponse, p. 1822.

ÉDUCATION SEXUELLE. — *Comité.* — *Composition.* — *Absence des représentants des familles.* — *Motifs.* — *Mesures proposées.*

Question n° 316 posée par M. Julien Brunhes, p. 688. Réponse, p. 921.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — *Difficulté pour les membres d'avoir un logement convenable à l'école.*

Question n° 465 posée par M. Alphonse Bouloux, p. 291. Réponse, p. 574.

ENSEIGNEMENT PUBLIC. — *Année scolaire 1946-1947.* — *Membres.* — *Anciens prisonniers.* — *Activités dans les camps ou stalags, compte tenu pour l'attribution de promotion, récompenses, ou faisant l'objet de sanctions.*

Question n° 88 posée par M. André Southon, p. 155. Réponse, p. 571.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. — *Insuffisance de lycées dans les quartiers de l'Ouest de Paris.* — *Mesures prévues pour la construction du groupe Bessière.*

Question n° 478 posée par M. Bernard Lafay, p. 1965. Réponse, p. 2087.

FACULTÉS DES LETTRES ET DES SCIENCES. — *Conditions et dates auxquelles sont arrêtées les listes d'aptitude à l'enseignement supérieur dans ces facultés.* — *Classement dans les listes.*

Question n° 580 posée par M. Barthélémy Ott, p. 2370.

FACULTÉ DE PHARMACIE. — *Possibilité pour un licencié ès sciences non titulaire du baccalauréat ni du D. S. de se faire inscrire dans une faculté de pharmacie.*

Question n° 538 posée par M. Auguste Pin-ton, p. 2138.

FRÉQUENTATION SCOLAIRE. — *Difficultés créées aux familles d'élèves fréquentant des établissements scolaires éloignés et dépourvus d'internat.* — *Mesures proposées.*

Question n° 397 posée par M. Julien Satonet, p. 1000. Réponse, p. 1822.

INSPECTEURS D'ACADÉMIE ET PROVISEURS. — *Conditions dans lesquelles sont arrêtées les listes d'aptitude aux fonctions d'inspecteurs d'académie et de proviseurs de lycées de garçons.*

Question n° 591 posée par M. Barthélémy Ott, p. 2370.

LYCÉES ET COLLÈGES. — *Distribution des prix.* — *Organisation.* — *Tenue en robe obligatoire ou facultative.*

Question n° 250 posée par M. Amédée Guy, p. 558. Réponse, p. 730.

PERSONNEL ADMINISTRATIF ET ÉCONOMIQUE. — *Difficultés rencontrées par ces employés logés dans des établissements d'enseignement lorsqu'ils sont mis à la retraite pour trouver un logement.* — *Mesure proposée.*

Question n° 325 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 729. Réponse, p. 1001.

PHARMACIEN (DIPLOME DE). — *Examen des candidats des écoles de plein exercice et des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie.* — *Décret du 14 février 1947 fixant les conditions.*

Question n° 89 posée par M. André Southon, p. 155. Réponse, p. 529.

PRESTATIONS FAMILIALES. — *Certificat scolaire réclamé aux enfants continuant leurs études après l'âge scolaire.* — *Cas d'étudiants prenant des leçons particulières seulement.*

Question n° 166 posée par M. Fernand Verdelle, p. 291. Réponse, p. 1066.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. — *Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947.* — *Dates : a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.*

Question n° 87 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 523.

= *Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947.* — *Agrément de la commission de contrôle.* — *Plan d'évacuation.*

Question n° 181 posée par M. Bernard Lafay, p. 379. Réponse, p. 665.

SERVICE MÉDICAL SOCIAL. — *Commission de contrôle du personnel médico-social chargé d'émettre des avis sur l'engagement des assistantes sociales.* — *Composition.*

Question n° 496 posée par M. René Tanguard, p. 2083. Réponse, p. 2106.

FINANCES (Ministère des). — V. Finances et affaires économiques (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre des finances et réponses de celui-ci.

A. R. T. — Exploitation des cotons. — Conseils d'administration et direction des sociétés concessionnaires — Prépondérance aux éléments français. — Devises réclamées par les actionnaires étrangers.

Question n° 539 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 2138.

BAUXITE. — Extraction. — Classification dans la législation des mines.

Question n° 286 posée par M. Edouard Soland, p. 617. Réponse, p. 2061.

CONTRIBUTIONS AGRICOLES. — Denrées récoltées consommées sur place par l'exploitant et sa famille. — Classement comme bénéfice agricole par les contrôleurs de contributions directes. — Prétention contraire à la circulaire du 24 février 1937.

Question n° 461 posée par M. Pierre de Félice, p. 1922. Réponse, p. 2089.

BILLETS PÉRIÉS. — Echange. — Dépôt chez le percepteur, par des déportés, de juillet à septembre 1945 et non encore remboursés. — Date de ce remboursement.

Question n° 371 posée par M. Guy Montier, p. 913. Réponse, p. 1887.

CHARBON DE BOIS. — Fabrication avec de vieux bois de récupération. — Taxe forestière. — Justification.

Question n° 219 posée par M. Henri Buffet, p. 523. Réponse, p. 970.

COLLÈGES. — Dépenses. — Mode de paiement des fournisseurs. — Mesures proposées.

Question n° 29 posée par M. Georges Reverbori, p. 60. Réponse, p. 529.

COLONIES DE VACANCES. — Organisation, en 1946, pour les enfants du personnel de l'Etat. — Nombre d'enfants bénéficiaires, durée, tarif journalier, dépense globale, résultats. — Prévisions pour 1947.

Question n° 211 posée par M. Bernard Lafay, p. 515. Réponse, p. 2088.

COMITÉS DE LIBÉRATION. — Particuliers forcés, par ces comités, de verser des sommes importantes aux trésoreries générales. — Remboursement. — Conditions.

Question n° 90 posée par M. Paul Baratgin, p. 155.

COMPTABLES. — Deux catégories: comptables salariés, comptables professionnels. — Droits. — Difficultés des commerçants pour faire vérifier ou établir leur comptabilité.

Question n° 41 posée par M. Georges Reverbori, p. 79. Réponse, p. 529.

CONFISCATION. — Exemption des ventes au détail réalisées avec l'ennemi. — Conditions.

Question n° 153 posée par M. Jacques Chauvel, p. 255. Réponse, p. 610.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Avertissement au contribuable. — Mention des parts respectives revenant aux bénéficiaires de l'impôt.

Question n° 16 posée par M. François Dumas, p. 53. Réponse, p. 529.

COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION. — Application de la loi du 15 août 1945 (simplification fiscale). — Destination des fonds en cas de dissolution.

Question n° 135 posée par M. Ernest Cousteaux, p. 247.

— Situation en regard de l'ordonnance n° 48-1920 du 15 août 1945.

Question n° 5 posée par M. Ernest Cousteaux, p. 46. Réponse, p. 605.

CRÉDIT AGRICOLE. — Difficultés rencontrées par les caisses dans leurs prêts aux viticulteurs.

Question n° 138 posée par M. Auguste Sempé, p. 217.

CRÉDIT NATIONAL. — Montant, au 31 décembre 1946, autorisé par l'Etat à ses fournisseurs en vue de tirage sur le crédit national.

Question n° 7 posée par M. Christian Vieljeux, p. 46. 1^{re} réponse, p. 2087; 2^e réponse, p. 2143.

DÉBITS DE TABAC. — Obtention. — Conditions à remplir par les candidats du sexe masculin pour un débit de 2^e classe.

Question n° 17 posée par M. Paul Pauly, p. 53. Réponse, p. 529.

DÉBITANTS D'ALCOOL. — Licence. — Caractère progressif suivant l'importance du débit. — Application à Paris. — Extension à la ville de Saint-Etienne et autres grandes villes.

Question n° 158 posée par M. Claudius Guard, p. 377. Réponse, p. 549.

DÉGRÈVEMENTS. — Octroi. — Conditions prévues par la loi du 21 mars 1947.

Question n° 252 posée par M. René Depreux, p. 558.

DÉLÉGATION DE SOLDE. — Veuve d'officier titulaire d'une délégation de solde dont le montant n'a pas été relevé parallèlement aux salaires et retraites.

Question n° 167 posée par M. Fernand Verdelle, p. 294. Réponse, p. 1001.

DEVISES. — Recettes en devises, issues des exportations, pour l'A.E.F., l'A.O.F., le Togo et Madagascar. — Allocation de ces devises à chacun de ces territoires pour assurer l'importation.

Question n° 487 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 2018.

DEVISES ÉTRANGÈRES. — Dépôt à l'office des changes pour en affecter le produit à l'emprunt de la libération. — Possibilité de réévaluer le taux de cession et de créditer le cédant de la différence.

Question n° 391 posée par Mme Marcelle Dovaud, p. 975.

DOMMAGES DE GUERRE. — Perception, depuis le 1^{er} janvier 1947, du droit de vente sur les cessions d'indemnités. — Réforme (circulaire du 31 mars 1947). — Effet de cette circulaire sur le droit commun fiscal.

Question n° 348 posée par M. Emile Fournier, p. 802. Réponse, p. 2238.

— Réparation. — Loi du 17 avril 1949.

Question n° 527 posée par M. Jacques Destro, p. 729. Réponse, p. 2089.

DOUANES. — Exonération accordée aux mobiliers personnels usagés importés par les étrangers venant résider en France. — Extension aux mobiliers appartenant à des étrangers demeurant en France avant le 1^{er} septembre 1939, dont le domicile a été pillé, et revenant occuper leur ancien logement.

Question n° 526 posée par M. Alex Roubert, p. 2105.

ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES. — Allocation. — Droit éventuel à cette allocation d'une personne étrangère, nationalisée française, mariée à un Français réunissant les conditions imposées par la loi.

Question n° 296 posée par M. Henri Buffet, p. 661. Réponse, p. 976.

EMPLOYÉS AUXILIAIRES DE L'ÉTAT. — Titularisation. — Conditions. — Application aux employés communaux.

Question n° 4 posée par M. Robert Brizard, p. 46. Réponse, p. 629.

EMPRUNTS COMMUNAUX. — Paiement des intérêts par la banque de la Martinique à raison de $\frac{365}{360}$ au lieu de $\frac{365}{365}$. — Motifs.

Question n° 511 posée par M. Thélus Lero, p. 2138.

EMPRUNTS FRANÇAIS EN HOLLANDE ET EN SUISSE EN 1939. — Paiement et remboursement. — Conditions.

Question n° 261 posée par M. Bernard Lafay, p. 569. Réponse, p. 1061.

EMPRUNT YOUNG ET OBLIGATIONS « MONOPOL DE PÉTROLE DE ROUMANIE ». — Situation pénible des propriétaires de titres obligés de les déposer en banque.

Question n° 3 posée par M. Alcide Benoit, p. 46. Réponse, p. 256.

ENTREPRISES. — Réévaluation de tout ou partie de ses immobilisations. — Impossibilité d'effectuer les amortissements prévus. — Mesures proposées.

Question n° 160 posée par M. Maurice Walker, p. 277. Réponse, p. 666.

ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. — Admission de vieillards payants et de vieillards indigents. — Application éventuelle de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les sommes perçues des vieillards payants.

Question n° 542 posée par M. Elienne Le Sasser-Boisaud, p. 2138.

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES. — Comptables de coupes de bois soumis éventuellement à l'observation de la décision du 11 décembre 1938.

Question n° 480 posée par M. René Depreux, p. 1965. Réponse, p. 2106.

— Prix forfaitaire. — Surveillance par l'administration. — Pièces fournies: procès-verbal d'adjudication, cahier des charges, certificats d'état des travaux et de recouvrement non timbrés. — Suffisance éventuelle de ces pièces.

Question n° 479 posée par M. René Depreux, p. 1965. Réponse, p. 2106.

EXPORTATIONS. — Marchandises embarquées à bord d'un navire étranger sous le contrôle des douanes. — Certificat attestant cet embarquement. — Refus de détaxation par les douanes. — Mesures envisagées.

Question n° 222 posée par M. Emilio Marin-tabouret, p. 521. Réponse, p. 768.

FILS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC. — Enlèvement sur l'ordre des Allemands. — Repos. — Projet de financement.

Question n° 262 posée par M. Maxime Teysandier, p. 570.

H.B.M. — Offices publics d'H.B.M. — Obligation éventuelle d'acquitter la taxe pour l'amélioration de l'habitat urbain et rural.

Question n° 497 posée par M. Philippe Gerbor, p. 2083. Réponse, p. 2238.

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES DÉPARTEMENTAUX. — Traitements et indemnités du personnel. — Autorité compétente pour en fixer le montant.

Question n° 543 posée par M. Christian Vieljeux, p. 2138. Réponse, p. 2511.

IMMOBILISATIONS ENDOMMAGÉES. — Entreprise ayant ses immobilisations endommagées par faits de guerre. — Indemnité de l'Etat non imposable. — Base de calcul du montant de la provision à effectuer.

Question n° 431 posée par M. René Depreux, p. 1616.

MONOPOLISATIONS NOUVELLES. — Utilisation et remplacement des éléments entièrement amortis. — Priz de revient de base éventuelle au calcul de leur amortissement, sans réfaction préalable. — Instructions données aux agents des contributions directes.

Question n° 430 posée par M. René Depreux, p. 1616.

IMPÔTS. — Amnistie fiscale prévue à l'article 52 de la loi du 23 décembre 1946. — Précisions demandées sur son application.

Question n° 95 posée par M. Georges Perrot, p. 155. Réponse, p. 519.

= Immeuble. — Evaluation insuffisante. — Termes de comparaison à fournir par le fisc.

Question n° 136 posée par M. Jacques Gadoin, p. 217. Réponse, p. 689.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES COMMERCIAUX. — Incidence de la baisse de 10 p. 100 sur les forfaits revisés selon des coefficients d'augmentation. — Mesures proposées.

Question n° 393 posée par M. Henri Paumelle, p. 1000. Réponse, p. 2106.

IMPÔT CÉDULAIRE. — Contribuables transportant des journaux avec des véhicules leur appartenant. — Taxation de 16 p. 100 en matière d'impôt cédulaire.

Question n° 93 posée par M. André Paltaut, p. 155. Réponse, p. 2374.

IMPÔTS DIRECTS. — Acomptes provisionnels. — Précision de « dans les dix jours de la date d'exigibilité ». — Majoration de 10 p. 100 en cas de retard.

Question n° 293 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 664.

= Estimation des rémunérations allouées en nature.

Question n° 118 posée par M. Amélie Guy, p. 162. Réponse, p. 683.

IMPÔT FORFAITAIRE. — Refus par les contributions directes à un exploitant de taxis possédant une voiture. — Justification.

Question n° 372 posée par M. Georges Reverbori, p. 913.

IMPÔT DE SOLIDARITÉ. — Cas d'une veuve dont le mari est décédé le 15 février 1942, ayant cinq enfants mineurs et dont la déclaration n'a pas été acceptée.

Question n° 62 posée par M. Henri Dorey, p. 101. Réponse, p. 530.

= Cas d'une société à responsabilité limitée à caractère familial dont les bénéfices illicites non déclarés ont été confisqués.

Question n° 498 posée par M. Edouard Soldani, p. 2083. Réponse, p. 2106.

= Commerçants soumis au régime forfaitaire ayant fait un inventaire détaillé au 31 décembre 1946 dont le montant est bien supérieur à celui de leur déclaration. — Situation.

Question n° 40 posée par M. Pierre Boudet, p. 79. Réponse, p. 529.

= Contribuable optant pour le forfait en numéraires et en bons à court terme au 1^{er} janvier 1940. — Classement au point de vue « enrichissement » d'un immeuble acquis en 1911 et payé en bons du Trésor à court terme.

Question n° 432 posée par M. Henri Dorey, p. 1616. Réponse, p. 2089.

= Déclaration. — Situation d'un contribuable ayant acquis un immeuble à usage d'hôtel en 1940, sans y avoir exercé un commerce quelconque depuis l'acquisition.

Question n° 223 posée par M. Edmond Piaoux, p. 521. Réponse, p. 763.

= Discrimination d'éléments anciens et nouveaux en vue d'établir la déclaration.

Question n° 6 posée par M. René Depreux, p. 46. Réponse, p. 155.

= Evaluation des stocks au 1^{er} janvier 1940. — Cas d'un commerçant n'ayant pas de comptabilité bénéficiaire d'un forfait.

Question n° 459 posée par M. Philippe Gerber, p. 277. Réponse, p. 550.

= Situation d'un contribuable achetant un immeuble en janvier 1945, le revendant dix mois après, sur lequel l'Etat exerce le droit de préemption à la seconde vente.

Question n° 225 posée par M. Christian Vieljeux, p. 524. Réponse, p. 639.

INDÉMNITÉ DE SOINS. — Cas des fonctionnaires en congé de longue durée. — Décret-loi du 12 novembre 1938. — Conditions d'application.

Question n° 39 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 69. Réponse, p. 2371.

LACTIERS PRODUCTEURS. — Considération, par les contributions directes, comme agriculteurs ou commerçants.

Question n° 287 posée par M. Edouard Soldani, p. 617. Réponse, p. 2088.

LOTÉRIE NATIONALE. — Produit global, part du Trésor et des autres diverses de 1933 à 1946.

Question n° 212 posée par M. Auguste Le Goff, p. 545. Réponse, p. 689.

MARTINIQUE, GUYANE, GUADELOUPE, RÉUNION. — Application à ces nouveaux départements, le 1^{er} juillet 1947, des dispositions financières en vigueur dans la métropole.

Question n° 119 posée par M. Victor Sablé, p. 162. Réponse, p. 666.

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Commerce. — Conditions imposées à l'acheteur. — Ventes effectuées par les domaines. — Situation en regard de la loi.

Question n° 220 posée par M. Philippe Gerber, p. 523. Réponse, p. 639.

OR. — Déclaration (loi du 17 janvier 1945). — Précision sur l'application de l'article 2.

Question n° 221 posée par M. Léo Hamon, p. 524. Réponse, p. 1001.

OUVRIERS FRONTALIERS BELGES TRAVAILLANT EN FRANCE. — Echange en francs belges de leur salaire mensuel. — Taux maximum 12.000 F, le surplus étant remboursé par voie de clearing. — Mesures envisagées pour l'échange total.

Question n° 361 posée par M. Alexandre Caspary, p. 920. Réponse, p. 1617.

PENSIONS. — Possibilité de reversion sur le conjoint d'un militaire mis à la retraite avant deux ans après son mariage.

Question n° 527 posée par M. Alex Roubert, p. 2105.

PENSIONNÉS ET RETRAITÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Paiement de leurs pensions en francs métropolitains convertis en francs C. F. A. — Conséquences fâcheuses pour les intéressés. — Mesures proposées.

Question n° 365 posée par M. Charles-Cros, p. 920. Réponse, p. 2123.

PRESTATIONS ALLEMANDES. — Situation de la Société générale des chemins de fer économiques du Finistère à laquelle est due la somme de 7.200.000 F pour prestations imposées par l'armée allemande.

Question n° 23 posée par M. Yves Jaouen, p. 69. Réponse, p. 619.

PROFITS ILLICITES. — Communication des dossiers aux personnes poursuivies.

Question n° 276 posée par Mme Marie-Hélène Cardol, p. 608. Réponse, p. 1001.

= Confiscation. — Base de calcul pour un commerçant livrant sa marchandise à l'ennemi sous la contrainte.

Question n° 317 posée par M. Guy Montier, p. 688. Réponse, p. 1061.

= Au 1^{er} juillet 1947: a) nombre de personnes citées devant les comités de confiscation; b) nombre de recours présentés, jugés, rejetés; c) nombre de décisions entraînant l'annulation ou la diminution de l'imposition.

Question n° 399 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 1000. Réponse, p. 2062.

= Interprétation de la dernière phrase: « Ces règles sont valables... etc. » insérée à la suite du compte rendu à la séance du 22 juillet 1947 du Conseil de la République.

Question n° 437 posée par M. Guy Montier, p. 1673. Réponse, p. 2062.

RECONSTRUCTION. — Commerçants reconstruisant leurs bâtiments professionnels. — Leur droit dans l'envoi des indemnités.

Question n° 209 posée par M. Yves Jaouen, p. 479. Réponse, p. 639.

RENTES. — Conversion. — Dépôt de titres chez le percepteur de Badonviller par un notaire pendant le deuxième trimestre 1945 non encore rendus. — Délai envisagé.

Question n° 27 posée par M. Emile Fournier, p. 60. Réponse, p. 2374.

RÉPARATIONS ET ENTRETIEN DIFFÉRÉS. — Provisions exonérées d'impôts durant les cinq années après la cessation des hostilités. — Discrimination éventuelle entre les dépenses suivant qu'elles sont ou non imputables aux faits de guerre.

Question n° 429 posée par M. René Depreux, p. 1616.

RETRAITES. — Fonctionnaires anciens combattants autorisés à avancer ou à prolonger la limite d'âge pour prendre leur retraite d'une durée égale à la moitié de leur temps de front. — Mesure inappliquée. — Texte la supprimant.

Question n° 438 posée par M. Georges Reverbori, p. 1673. Réponse, p. 2089.

= Règle de trois ans de la limite d'âge pour la mise à la retraite des fonctionnaires. — Prolongation dans certains cas.

Question n° 525 posée par M. François Dumas, p. 2105.

RETRAITÉS CIVILS ET MILITAIRES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Loi du 9 août 1946 et décret du 16 janvier 1947. — Instructions pour leur application impatientement attendues.

Question n° 353 posée par M. Charles-Cros, p. 859. Réponse, p. 2132.

REVENUS COMMERCIAUX. — Contribuable déclarant comme revenus commerciaux le chiffre forfaitaire, alors que les revenus nets sont bien supérieurs. — Confiscation de la différence. — Mesure proposée.

Question n° 491 posée par M. Henri Paumelle, p. 2077. Réponse, p. 2089.

SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION. — Accession à cet emploi par concours ou intégration d'office. — Conditions pour l'intégration.

Question n° 94 posée par Mme Jacqueline Patenôtre, p. 155. Réponse, p. 2510.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Loi du 19 octobre 1946. — Règles d'application aux fonctionnaires. — Influence de cette loi sur les lois antérieures ayant même objet.

Question n° 10 posée par M. Jean Berthelot, p. 49. Réponse, p. 248.

SÉJOUR EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG. — Conditions d'admission pour les ressortissants français. — Instructions suffisantes à donner aux administrations publiques pour renseigner exactement les intéressés.

Question n° 486 posée par M. Alcide Benoit, p. 2017. Réponse, p. 2089.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DES FINANCES. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 92 posée par M. Bernard Lafay, p. 155. Réponse, p. 2087.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 185 posée par M. Bernard Lafay, p. 379. Réponse, p. 2088.

SOINS GRATUITS. — Anciens militaires dégagés des cadres, pensionnés 100 p. 100. — Refus des soins gratuits et de l'indemnité de soins.

Question n° 263 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 570. Réponse, p. 2132.

STATIONS CLIMATIQUES, HYDRO-MINÉRALES. — Taxe de séjour applicable seulement sur la commune. — Extension sur les communes limitrophes.

Question n° 297 posée par M. Gaston Cardonne, p. 661. Réponse, p. 2088.

STATUT DES FONCTIONNAIRES. — Loi du 10 octobre 1946, titre 8, article 140. — Influence sur les textes antérieurs ayant même objet.

Question n° 91 posée par M. Jean Berthelot, p. 155. Réponse, p. 2087.

STOCKS. — Provisions pour leur renouvellement sournises, en 1947, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Reconduction de l'exonération. — Instructions attendues.

Question n° 354 posée par M. Jean Saint-Cyr, p. 859. Réponse, p. 2371.

SUCCESSIONS. — Décès d'un contribuable exploitant plusieurs usines. — Epouse et quatre enfants héritiers. — Exploitation transformée en commandite. — Droits de succession.

Question n° 151 posée par M. Alex Roubert, p. 255.

— Déporté décédé en Allemagne. — Sœur germane héritière. — Déclaration de succession en retard. — Amende éventuelle.

Question n° 121 posée par M. Emile Fournier, p. 195. Réponse, p. 2106.

SUPPLÉMENT FAMILIAL. — Calcul pour un ménage de fonctionnaires.

Question n° 224 posée par M. Pierre Pujoi, p. 521. Réponse, p. 1060.

TABACS. — Petits débits. — Attribution mensuelle de trente cigares du type ordinaire. — Mesures proposées pour satisfaire tous les fumeurs.

Question n° 125 posée par M. Alfred Wehrung, p. 195. — Réponse, p. 2106.

TAXE LOCALE. — Imposition par les communes. — Difficulté de perception en ce qui concerne certaines entreprises de construction dont le siège est à Nevers et les ouvriers travaillant à Imphy.

Question n° 447, posée par M. Jacques Gadoin, p. 1789. Réponse, p. 2089.

TAXE A LA PRODUCTION. — Application éventuelle de cette taxe à un commerçant recevant du houblon en sacs de 50 kg et le revendant par paquets de 250 g.

Question n° 540 posée par M. Philippe Gerber, p. 2138.

TAXE DE TRANSMISSION. — Sociétés et autres collectivités. — Situation en regard de la loi du 31 décembre 1945.

Question n° 251 posée par M. René Depreux, p. 538. Réponse, p. 2148.

VALEURS ÉTRANGÈRES. — Propriétaires. — Dépôt régulier dans les banques. — Situation fiscale.

Question n° 197 posée par M. Georges Maire, p. 217. Réponse, p. 530.

— Réquisition. — Situation des porteurs lésés.

Question n° 18 posée par M. Christian Vieljeux, p. 53. Réponse, p. 610.

VOITURES VOLÉES PAR LES ALLEMANDS. — Véhicules pris aux déportés durant leur déportation. — Priorité d'achat auprès des domaniaux.

Question n° 26 posée par M. Jacques Deslère, p. 63. Réponse, p. 529.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Ministère des). — V. Affaires économiques (Ministère des). — Economie nationale (Ministère de l').

II

Questions posées au ministre des finances et des affaires économiques et réponses de celui-ci.

ALLOCATION SPÉCIALE FORFAITAIRE. — Conditions d'attribution aux fonctionnaires admis à la retraite le 1^{er} octobre 1947.

Question n° 565 posée par M. Emile Vanrullen, p. 2173.

AMENDES. — Mutité de la guerre 1914-1918 condamné à la prison et à une amende de 3.833 F pour attitude hostile au gouvernement de Pétain en 1941. — Démarches à faire pour obtenir le remboursement de cette amende.

Question n° 590 posée par M. René Rosset, p. 2117.

BÉNÉFICES RÉELS. — Déclaration envisagée par toutes les sociétés de fait et des associations en participation. — Difficultés pour les artisans soumis au forfait.

Question n° 572 posée par M. Jacques Chaumel, p. 2273.

CAFÉ. — Firms commerciale de Casablanca annonçant dans les journaux français l'envoi de trois kilogs de café vert pour 975 F. — Envois saisis par la douane. — Mesures proposées.

Question n° 612 posée par M. Auguste Pinlon, p. 2612.

CARBURANTS. — Incohérence du service de la répartition des carburants. — Remèdes envisagés.

Question n° 561 posée par M. Yves Jaouen, p. 2151.

CONTRIBUTIONS, COTISATIONS, TAXES. — Montants prévus et répartition entre l'Etat, les départements et communes, en 1947, des contributions foncières des propriétés non bâties, des cotisations pour le front national de solidarité agricole et de la taxe vicinale sur le revenu des propriétés non bâties.

Question n° 517 posée par M. Joseph Aussel, p. 2147.

Question n° 513 posée par M. Joseph Lazare, p. 2147.

DOUANES. — Brigadier des douanes admis à la retraite en 1919. — Attribution éventuelle des avantages consentis aux retraités d'après 1920.

Question n° 549 posée par M. Emile Marin-tabouret, p. 2147.

IMPÔT DE SOLIDARITÉ. — Base de calcul de la déclaration pour un étranger ayant un ou plusieurs enfants.

Question n° 573 posée par M. Emile Fournier, p. 2273.

PENSIONNÉS ET RETRAITÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Paiement de leurs pensions en francs C. F. A. — Conséquences fâcheuses pour les intéressés. — Mesures envisagées.

Question n° 620 posée par M. Charles-Cros, p. 2755.

SECRET PROFESSIONNEL. — Refus de communiquer à un président de syndicat professionnel la liste des mandataires en vente de fonds de commerce par les directeurs départementaux de l'enregistrement invoquant le secret professionnel. — Justification.

Question n° 562 posée par M. René Simard, p. 2151.

SUCCESSIONS. — Déclaration. — Base de calcul pour l'évaluation des meubles meublants.

Question n° 571 posée par M. Emile Fournier, p. 2273.

FORCES ARMÉES (Ministère des). — V. Défense nationale (Ministère de la).

Question posées au ministre des forces armées et réponses de celui-ci.

AMNISTIE. — Application aux délits de droit commun. — Cas des individus se prévalant de citations pour bénéficier de l'amnistie.

Question n° 575 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2273.

ASPIRANTS. — Nomination au grade de sous-lieutenant. — Cas des aspirants sortis de Chercheff en juin 1945.

Question n° 550 posée par M. Joseph Aussel, p. 2147.

CLASSE 1916/2. — Jeune soldat de cette classe, sursitaire, appelé le 10 juin 1947, libéré par anticipation comme enfant de famille nombreuse, rappelé le 25 novembre 1947. — Date de libération définitive.

Question n° 621 posée par M. Georges Perrot, p. 2831.

ENGAGEMENT. — Cas d'un engagé pour un corps déterminé versé d'office à une autre formation. — Possibilité de rompre son contrat.

Question n° 531 posée par M. René Tognard, p. 2117. Réponse, p. 2181.

F. F. I. — Bureau liquidateur des forces françaises de l'intérieur refusant à un aspirant la qualité de F. F. I. — Motifs.

Question n° 582 posée par M. Jacques Chaumel, p. 2370.

PRÉPARATION MILITAIRE. — Obligation éventuelle pour les sursitaires de la classe 1917 de suivre, cette année, la préparation militaire.

Question n° 569 posée par M. Etienne Le Sasser-Boisaune, p. 2257. Réponse, p. 2755.

FRANCE D'OUTRE-MER (Ministère de la).

Questions posées à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponses de celui-ci.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES COLONIES. — Intégration dans le cadre et sans concours des chefs et sous-chefs de bureau des services financiers. — Exclusion des commis. — Mesures proposées.

Question n° 312 posée par M. Charles-Cros, p. 767. Réponse, p. 1061.

ANTILLES ET GUYANE. — Envoi d'une commission interministérielle en vue de l'application de la loi du 19 mars 1946. — Compte rendu.

Question n° 97 posée par M. Théus Lero, p. 156. 1^{re} réponse, p. 530; 2^e réponse, p. 532.

A. O. F. — Situation des fonctionnaires, militaires, commerçants désirant se retirer dans la métropole et empêchés faute de place sur les bateaux et avions. — Mesures envisagées.

Question n° 366 posée par M. Charles-Cros, p. 920. Réponse, p. 1061.

ARGENT. — Argent fin contenu dans les lingots d'or du Cameroun non porté en compte à la caisse centrale de la France d'outre-mer. — Désignation du poste où il est porté.

Question n° 419 posée par M. Jean Grassard, p. 1789. Réponse, p. 2090.

BALISES. — Balisage de la petite côte du Sine-Saloum et de la Casamance (A.O.F.). — Nécessité urgente. — Mesure proposée.

Question n° 355 posée par M. Charles-Cros, p. 859. Réponse, p. 1036.

BALISEUR « MARIUS-MOUTET ». — Réparations à Dakar. — Mesures prévues pour activer les travaux. — Enquête demandée.

Question n° 613 posée par M. Charles-Cros, p. 2612.

BANFORA (COTE-D'IVOIRE). — Bagarres sanglantes entre la subdivision et les rebelles. — Confirmation. — Dans l'affirmative, causes et sanctions.

Question n° 299 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 661. 1^{re} réponse, p. 913; 2^e réponse, p. 1922.

BANQUES. — Installation dans le Soudan. — Mesures prises pour l'ouverture de crédits, d'avances.

Question n° 378 posée par M. Amadou Doucouré, p. 951. Réponse, p. 1617.

BOURSES D'ENSEIGNEMENT. — Difficultés pour l'attribution aux jeunes gens des territoires d'outre-mer poursuivant leurs études dans la métropole.

Question n° 595 posée par M. Charles-Cros, p. 2180.

— Longs retards pour le mandatement et le paiement aux étudiants d'outre-mer dans la métropole.

Question n° 597 posée par M. Charles-Cros, p. 2180.

BOURSIERS. — Gratuité du voyage pour les titulaires de bourses d'enseignement jusqu'au port de débarquement dans la métropole seulement. — Anomalie. — Mesures envisagées.

Question n° 596 posée par M. Charles-Cros, p. 2180.

CAMEROUN ET TERRITOIRES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. — Application de la Constitution. — Pouvoirs concédés aux gouverneurs.

Question n° 319 posée par M. Charles Okala, p. 892. Réponse, p. 1002.

CHIEF KHAMALLAH. — Chef religieux au Soudan arrêté en 1940, transféré dans l'Afrique du Nord. — Population soudanaise informée du sort réservé à ce chef religieux.

Question n° 379 posée par M. Amadou Doucouré, p. 951. Réponse, p. 1062.

CHEMINS DE FER ABIDJAN-NOUAKHOUT. — Grève du personnel. — Mesures prises pour y mettre fin. — Sabotages sur les chaloupes desservant le wharf de Port-Bouet. — Confirmation. — Sanctions.

Question n° 603 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 2538.

CHIFFRE DE VIE. — Attribution éventuelle aux fonctionnaires des départements d'outre-mer en congé dans la métropole ou dans ces départements.

Question n° 300 posée par M. Victor Sablé, p. 651.

COLLABORATION TECHNIQUE ANGLO-BELGO-FRANÇAISE. — Annonce parue dans la presse. — Confirmation. — Dans l'affirmative, programme précis de la conférence.

Question n° 277 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 608. Réponse, p. 768.

COMITÉ D'EXPERTS DE L'AFRIQUE NOIRE. — Composition. — Création décidée lors des dernières réunions du comité mixte franco-britannique.

Question n° 614 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 2613.

CONGRÈS ADMINISTRATIFS. — Exclusion des fonctionnaires en exercice dans leur pays d'origine. — Motifs.

Question n° 253 posée par M. Thélus Lero, p. 558. Réponse, p. 690.

— Suppression depuis 1939. — Rétablissement demandé. — Cas particuliers des fonctionnaires de la Martinique.

Question n° 227 posée par M. Thélus Lero, p. 521. Réponse, p. 666.

ENSEIGNEMENT EN SÉNÉGAL ET MAURITANIE. — Syndicat unique de tous les ordres d'enseignement. — Création d'un cadre général d'instituteurs africains.

Question n° 416 posée par M. Charles-Cros, p. 1255. Réponse, p. 2013.

FONCTIONNAIRES. — Nombre de fonctionnaires européens et des cadres communs supérieurs dans l'A.E.F. et le Gabon en 1938 et 1947.

Question n° 474 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 1911. Réponse, p. 2090.

GABON. — Compagnie française du Gabon (bois) bénéficiaire d'un crédit supérieur à un milliard. — Confirmation. — Contrôle de l'Etat. — Gestion.

Question n° 498 posée par M. Dankel Serure, p. 2018. Réponse, p. 2090.

— Hôpitaux. — Organisation. — Installations insuffisantes. — Confirmation. — Amélioration.

Question n° 487 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 379. Réponse, p. 530.

— Port-Gentil principal port pour le tonnage de l'A.E.F. dépourvu d'installation électrique et d'eau. — Confirmation. — Dans l'affirmative mesures prévues pour l'amélioration.

Question n° 486 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 379. Réponse, p. 530.

JAMBONNE DE LA PAIX. — Participation de la jeunesse européenne et autochtone. — Moyens matériels prévus en faveur de la jeunesse de l'A.E.F.

Question n° 264 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 570. Réponse, p. 696.

LA MECQUE. — Pèlerinage des musulmans de l'A.O.F. à la Mecque en 1947. — Mesures prises pour leur faciliter le voyage.

Question n° 377 posée par M. Amadou Doucouré, p. 951. Réponse, p. 1062.

MADAGASCAR. — Autorisation de prospector refusée à un Français par la commission chargée d'examiner les demandes. — Motifs.

Question n° 328 posée par M. Victor Sablé, p. 729. Réponse, p. 1002.

MAJORATION DE PENSION. — Paiement. — Retard pour les bénéficiaires de pensions sur la caisse intercoloniale des retraites. — Motifs.

Question n° 228 posée par M. Marintabourot, p. 521. Réponse, p. 530.

MATÉRIEL INDUSTRIEL. — Importation en A.O.F. — Exemption de droit de douane, sauf pour le matériel de force motrice. — Critérium et raisons de cette discrimination.

Question n° 212 posée par M. Gaston Lagarosse, p. 509. Réponse, p. 530.

MATÉRIEL DE TRANSPORT. — Mesures prévues pour l'amélioration ou le remplacement de ce matériel hors d'usage dans l'A.O.F.

Question n° 381 posée par M. Mamadou M'Bodje, p. 951. Réponse, p. 1119.

MÉDECINS ET VÉTÉRINAIRES EN SERVICE DANS L'A.O.F. — Mesures prises pour mettre à leur disposition les moyens de transport leur permettant de remplir leurs fonctions.

Question n° 383 posée par M. Mamadou M'Bodje, p. 951. Réponse, p. 1415.

OR. — Or extrait des mines du Cameroun vendu tout ou partie sur le marché libre d'une place étrangère. — Confirmation. — Dans l'affirmative, prix.

Question n° 448 posée par M. Jean Grassard, p. 1789. Réponse, p. 2090.

PÈLERINAGE À LA MECQUE. — Mesures prises pour faciliter le pèlerinage à la Mecque au Sénégalais du Gabon.

Question n° 551 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 2148.

PERSONNELS COLONIAUX. — Temps passé dans la métropole pendant la période d'interruption de communication avec les colonies. — Compte tenu au point de vue retraite.

Question n° 367 posée par M. Marc Rucart, p. 920. Réponse, p. 1062.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates : a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 96 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 295.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 188 posée par M. Bernard Lafay, p. 379.

TERRITOIRES DE NÉJA ET TIMBRÉDA, LE NORD DU NARA ET DE NIORO. — Annexion à la Mauritanie à partir de 1945. — Protestation de la population. — Retour au Soudan.

Question n° 380 posée par M. Amadou Doucouré, p. 951. Réponse, p. 1415.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Relève des agents métropolitains dont l'emploi peut être rempli par des éléments autochtones. — Envoi de fonctionnaires compétents de tous ordres dans l'A.O.F.

Question n° 382 posée par M. Mamadou M'Bodje, p. 951. Réponse, p. 1110.

VÉHICULES AUTOMOBILES. — Voitures automobiles françaises touristes, camions, autocars, attribuées pendant le premier semestre 1947 : a) au Cameroun; b) à l'A.E.F. — Prévisions pour le deuxième semestre.

Question n° 450 posée par M. Jean Grassard, p. 1789. Réponse, p. 2090.

GUERRE (Ministère de la). — V. Défense nationale (Ministère de la). — Forces armées (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre de la guerre et réponses de celui-ci :

ADMINISTRATION. — Personnel civil. — Attaches placés sous le régime 1916. — Titularisation envisagée.

Question n° 330 posée par M. Antoine Colonna, p. 729. Réponse, p. 976.

ARMÉE DU LEVANT. — Rapatriement après l'évacuation du Liban et de la Syrie. — Indemnité de départ attribuée au personnel et non encore versée au personnel civil. — Mesures envisagées.

Question n° 368 posée par M. Marcel Baron, p. 930. Réponse, p. 1174.

ASPIRANTS EX-PRISONNIERS. — Corps de troupe d'artillerie. — Aspirants en mai 1940 — Nomination au grade de sous-lieutenant refusée étant trop âgés. — Mesures prévues en leur faveur.

Question n° 155 posée par M. André Palraut, p. 235. Réponse, p. 531.

BONNAMES-DE GUERRE. — Indemnisation des dégâts commis en 1939 et 1940 non encore réparés. — Conditions.

Question n° 499 posée par M. Alexandre Caspary, p. 2043. Réponse, p. 2090.

ENDEMNITÉ FORFAITAIRE. — Officier dégagé des cadres, sur sa demande, ne percevant plus cette indemnité.

Question n° 139 posée par M. Bernard Lafay, p. 217. Réponse, p. 531.

INDOCHINE. — Envoi de renforts. — Choix des militaires. — Exemption pour les soldats ayant un frère tombé en Indochine.

Question n° 42 posée par M. Alexandre Caspary, p. 79. Réponse, p. 295.

= Envoi de troupes nord-africaines. — Composition: volontaires ou non volontaires.

Question n° 203 posée par M. Abdelkader Mahdad, p. 479. Réponse, p. 571.

LÉGION D'HONNEUR. — Attribution aux officiers de réserve réunissant trois citations pendant les guerres 1914-1918 et 1939-1945.

Question n° 139 posée par M. Jean Julien, p. 379. Réponse, p. 531.

= Postulation d'anciens militaires et mutilés algériens. — Conditions. — Concours. — Reprise des travaux suspendus en 1939 concernant les militaires n'étant plus en activité.

Question n° 301 posée par M. Camille Larrière, p. 661.

= Tableau de concours pour propositions et nominations pour les officiers de réserve, anciens combattants de 1914-1918 et 1939-1940, non paru depuis 1940. — Mesures envisagées.

Question n° 165 posée par M. Jacques Gadoin, p. 1313. Réponse, p. 2090.

MARCHÉS MILITAIRES. — Assimilation des marchés passés par l'armée britannique à ceux passés par l'armée française. — Application aux conventions entre l'armée britannique et les Français en 1939 et 1940 concernant les terrains et les constructions. — Organisme compétent pour la liquidation.

Question n° 420 posée par M. Philippe Gerber, p. 1321. Réponse, p. 2018.

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS. — Situation d'officiers et sous-officiers originaires de la Corse mis à la retraite en 1941, rappelés à l'activité en 1943, dégagés des cadres en 1945 ou 1946 ne percevant ni retraite ni avance.

Question n° 139 posée par M. François Vitorl, p. 1673. Réponse, p. 2090.

PERMISSIONS AGRICOLES. — Dégâts causés par la gelée. — Permissions agricoles accordées aux fils d'agriculteurs en vue du recensement.

Question n° 93 posée par M. Charles Brune, p. 153. Réponse, p. 531.

PRYTAÑÉE MILITAIRE. — Admission des orphelins de déportés décédés, de fusillés. — Conditions.

Question n° 251 posée par M. Georges Reverbon, p. 558. Réponse, p. 1115.

RETRAITES. — Sous-officier retraité proportionnel, proclamé lieutenant pour faits de résistance, accomplissant 22 mois de service actif sous ce nouveau grade. — Possibilité d'obtenir la retraite de son dernier grade.

Question n° 385 posée par M. Amédée Guy, p. 954. Réponse, p. 2049.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de réquisition.

Question n° 90 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 531.

= Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 193 posée par M. Bernard Lafay, p. 379. Réponse, p. 530.

SERVICE MILITAIRE. — Classe 1945 dispensée. — Conséquences pour les jeunes gens de cette classe sollicitant leur admission dans la gendarmerie ou les douanes.

Question n° 43 posée par M. Bernard Chochoy, p. 80. — Réponse, p. 295.

= Classe 1946, deuxième contingent. — Mesures prévues en faveur des jeunes gens appartenant à des familles de sept enfants et plus.

Question n° 321 posée par M. Paul Gargominy, p. 715.

= Classe 1946. — Deuxième contingent incorporé fin mai 1947. — Date de libération.

Question n° 373 posée par M. Pierre Delfortrie, p. 913. Réponse, p. 2043.

= Classe 1946. — Deuxième contingent. — Libération anticipée des appelés, aînés de plusieurs enfants. — Cas d'un appelé, né le 5 novembre 1926, aîné de six enfants, incorporé le 10 novembre 1946.

Question n° 400 posée par M. Marcel Molle, p. 1000. Réponse, p. 1790.

= Jeune soldat satisfaisant aux obligations militaires en territoire occupé d'Allemagne. — Renvoi dans ses foyers avant ceux de sa classe incorporés en France. — Confirmation.

Question n° 384 posée par M. Amédée Guy, p. 951. Réponse, p. 1617.

= Militaire ayant appartenu à un groupe de résistance à titre sédentaire de septembre 1943 à août 1944. — Droit éventuel à une réduction de service.

Question n° 386 posée par M. Amédée Guy, p. 951. Réponse, p. 1617.

TIRAILLEUR ALGÉRIEN (MUTIÈME). — Participation, au Maroc, en 1920, aux combats des 17 avril, 11 mai, 2 juillet, 16 juillet, 10 août et 14 octobre. — Confirmation.

Question n° 475 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 1911. Réponse, p. 2090.

TRIBUNAUX MILITAIRES. — NOMBRE DE CONDAMNATIONS A MORT ET D'EXÉCUTIONS DEPUIS SEPTEMBRE 1944.

Question n° 343 posée par M. Ernest Pezet, p. 767. Réponse, p. 1111.

TROUPES COLONIALES. — Nomination au grade de sous-lieutenant d'infanterie des troupes coloniales des aspirants sortis des stages de Casablanca et de Dakar. — Remarques sur les conditions de cette nomination.

Question n° 329 posée par M. Charles-Cros, p. 729. Réponse, p. 1092.

INDUSTRIE ET COMMERCE (Ministère de l').

— V. Commerce (Ministère du). — Commerce, reconstruction et urbanisme (Ministère du).

Questions posées à M. le ministre de l'Industrie et du commerce et réponse de celui-ci.

CHAMBRES DE MÉTIERS. — Personnel « cadres ». — Possibilité de bénéficier des dispositions prévues par la convention collective nationale de retraites des cadres signée entre le C. N. P. F. et les organisations syndicales des cadres.

Question n° 587 posée par M. Henri Buffet, p. 2386.

GAZ. — Montant des rémunérations accordées aux administrateurs du Gaz de France.

Question n° 499 posée par M. Gustave Airic, p. 2033. Réponse, p. 2238.

MÉTAUX FERREUX. — Contingent attribué aux artisans, par département et par trimestre, depuis le 1^{er} juillet 1947.

Question n° 458 posée par M. Charles Brune, p. 1822. Réponse, p. 2061.

PÉRIODE. — Distribution à tous les foyers étant donné les nombreuses coupures de courant électrique.

Question n° 604 posée par Mme Simone Rollin, p. 2358.

PNEUMATIQUES. — Attribution très insuffisante aux entreprises de transports routiers en France.

Question n° 523 posée par M. François Dumas, p. 2105. Réponse, p. 2371.

REGISTRES DES MÉTIERS. — Pièces à fournir par un preneur de fonds artisanal pour obtenir son immatriculation au registre des métiers. — Obligation de publicité pour la cession d'un élément de fonds.

Question n° 588 posée par M. Yves Jaouen, p. 2386.

TENTILES. — Ecole d'apprentissage de couture et de lingerie. — Moyens à employer pour obtenir les points tentiles correspondant à ses besoins.

Question n° 500 posée par M. Valentin-Pierre Vignard, p. 2083. Réponse, p. 2132.

INTERIEUR (Ministère de l').

Questions posées à M. le ministre de l'Intérieur et réponses de celui-ci.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Communication aux représentants des journaux. — Droit des maires.

Question n° 441 posée par M. Jacques Chaulmeil, p. 248. Réponse, p. 571.

AFFICHE ÉLECTORALE. — Affiche engageant les citoyens à voter pour les partisans de telle ou telle réforme sans indications de noms. — Considération au point de vue « fiche électorale ».

Question n° 142 posée par M. Jacques Chaulmeil, p. 248. Réponse, p. 640.

ALGÉRIE. — Fonctionnaires algériens retraités relevant de la caisse métropolitaine. — Lenteur exagérée pour liquider leur pension. — Mesures proposées.

Question n° 100 posée par M. Henri Borgeaud, p. 156. Réponse, p. 532.

= Manifestations contre la souveraineté française. — Répression en application du décret du 30 mars 1935. — Considération de ce décret en regard de la Constitution. — Abrogation éventuelle.

Question n° 424 posée par M. Abdeseclan Benkhell, p. 1467. Réponse, p. 2092.

= Propriétaires agricoles musulmans obligés par Vichy à vendre leurs terres à de gros propriétaires ou à des associés. — Procédure pour en obtenir la restitution.

Question n° 425 posée par M. Abdelkader Saïah, p. 1467. Réponse, p. 2092.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Enfants d'un Algérien du département d'Oran travaillant dans la région parisienne privés des allocations familiales parce qu'ils habitent le Maroc. — Justification.

Question n° 392 posée par M. Camille Larrière, p. 976. Réponse, p. 1617.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Election du 10 novembre 1946. — Dépenses supportées par l'État par électeur: a) pour la métropole; b) pour chaque département.

Question n° 143 posée par M. Bernard Chochoy, p. 248. Réponse, p. 650.

BÂTIMENTS DU GÉNIE MILITAIRE. — Construction sur des terrains privés. — Vente par les domaines. — Possibilité d'acquisition par la commune.

Question n° 616 posée par M. Léo Hamon, p. 2613.

BOISSONS HYGIÉNIQUES. — Réglementation appliquée actuellement en Algérie pour la vente.

Question n° 302 posée par M. Abdesselam Benkheïll, p. 661. 1^{re} réponse, p. 1002; 2^e réponse, p. 1288.

BUDGET. — Subvention de 20 francs par habitant perçue au bénéfice des départements. — Suppression. — Remplacement par la taxe doublée sur les transactions. — Résultats.

Question n° 303 posée par M. Charles Morel, p. 664. Réponse, p. 951.

CAISSE DE RETRAITE. — Personnel titulaire des collectivités locales, départementales et communales. — Caisse de retraite. — Précisions sur l'application de l'ordonnance l'instituant.

Question n° 31 posée par M. Jacques Chauvel, p. 61. Réponse, p. 157.

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE. — Date à laquelle seront fixées les modalités d'application du décret n° 47-1846 du 19 septembre relatif à la constitution de cette caisse.

Question n° 591 posée par M. Emile Fournier, p. 2417.

CHASSE. — Armes. — Dépôt à la mairie ordonné par les Allemands. — Propriétaires non indemnisés. — Mesures proposées.

Question n° 45 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 80. Réponse, 256.

CHEMINS DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX. — Reprise des travaux d'entretien. — Subvention de l'Etat.

Question n° 226 posée par M. Yves Jaouen, p. 524. Réponse, p. 665.

CIRCULATION. — Interdiction de circuler aux voitures de 15 CV ou plus. — Conséquences fâcheuses pour le corps médical et les malades.

Question n° 501 posée par M. Bernard Lafay, p. 2083. Réponse, p. 2093.

ÉLECTIONS DES DOUARS. — Loi les régissant. — Elections complémentaires. — Délégation spéciale nommée, en cas de dissolution.

Question n° 161 posée par M. Abdesselam Benkheïll, p. 277. Réponse, 571.

ÉCOLE D'ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Cours par correspondance. — Examens à Paris. — Mesures proposées en faveur des candidats obligés de venir de province.

Question n° 162 posée par M. Pierre Trémintin, p. 277. Réponse, p. 532.

EMPLOYÉS COMMUNAUX. — Caisse nationale de retraite. — Création. — Décret d'application de l'ordonnance l'instituant. — Date de parution.

Question n° 32 posée par M. Emile Fournier, p. 61. Réponse, p. 277.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX. — Traitements et indemnités du personnel. — Possibilité au conseil général de déléguer le pouvoir d'en fixer le montant à la commission départementale. — Condition.

Question n° 544 posée par M. Christian Vieljeux, p. 2138. Réponse, p. 2481.

EXPULSION. — Expulsion prononcée contre un chef de famille française prioritaire au profit de l'ancien locataire de nationalité étrangère. — Sursis d'exécution jusqu'à mise à la disposition de l'expulsé d'un logement convenable.

Question n° 401 posée par M. Paul Fourré, p. 1001. Réponse, p. 1673.

FILMS. — Bandes d'actualités Pathé et Métro. Goldwin relatives au transfert des cendres de Richard 1^{er} et Richard II ducs de Normandie, à Fécamp, le 22 juin 1947, censurées. — Confirmation. — Dans l'affirmative, raisons.

Question n° 423 posée par M. Guy Montier, p. 1415.

FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX. — Avantages prévus dans les arrêtés du 20 janvier 1947. — Extension à tous les fonctionnaires municipaux.

Question n° 63 posée par M. Charles Brune, p. 101. Réponse, p. 532.

FONDS NATIONAL DE COMPENSATION. — Modalités de fonctionnement des fonds. — Cas d'une commune ne pouvant payer les allocations familiales au secrétaire, père de sept enfants, et au cantonnier, père de huit enfants.

Question n° 433 posée par M. Jacques Gadoin, p. 1616. Réponse, p. 2093.

GARDIENS DE LA PAIX. — Ancien sous-officier musulman admis au concours d'agents de police d'Etat et reconnu apte à la visite médicale. — Possibilité d'être nommé gardien de la paix.

Question n° 322 posée par M. Abdesselam Benkheïll, p. 715.

INCENDIE. — Protection contre l'incendie d'un local appartenant à une association privée. — Possibilité d'ouverture.

Question n° 74 posée par M. Alfred Westphal, p. 136. Réponse, p. 257.

INDEMNITÉ PROVISOIRE. — Attribution aux retraités de l'Etat et des communes. — Retraites établies avant le 1^{er} juillet 1941. — Calcul.

Question n° 140 posée par M. Nestor Calonne, p. 243. Réponse, p. 532.

LÉGISLATION DU TRAVAIL. — Extension à certains établissements agricoles en Algérie.

Question n° 44 posée par M. André Dufrin, p. 80. Réponse, p. 531.

MAIRES ET ADJOINTS. — Indemnité. — Cumul avec l'indemnité parlementaire. — Conditions (loi du 9 avril 1947).

Question n° 331 posée par M. André Southon, p. 730. Réponse, p. 1002.

MARTINIQUE. — Prévion des crédits nécessaires à la mise en place du préfet et de l'administration préfectorale.

Question n° 73 posée par M. Théus Lero, p. 136. Réponse, p. 256.

PORT D'ARMES. — Autorisation accordée aux encaisseurs des banques nationalisées. — Extension aux encaisseurs des banques du secteur libre.

Question n° 332 posée par M. Jacques Gadoin, p. 729. Réponse, p. 922.

PORT DU HAVRE. — Fréquence de vols dans son enceinte. — Renforcement du service de garde.

Question n° 126 posée par M. Guy Montier, p. 195. Réponse, p. 480.

PROXÉNÉTISME. — Répression. — Action concentrée de la police et des parquets. — Efficacité.

Question n° 333 posée par M. Emmanuel La Cravière, p. 730. Réponse, p. 1467.

RÉUNION. — Prévion des crédits nécessaires à la mise en place du préfet et de l'administration préfectorale.

Question n° 72 posée par M. Adrien Baret, p. 136. Réponse, p. 256.

Services administratifs du ministère de l'intérieur. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de réquisition.

Question n° 101 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 295.

Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 191 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 571.

SERVICES DU DÉPARTEMENT. — Chefs. — Nomination par le préfet. — Autorité de dépenses. — Conditions d'avancement.

Question n° 617 posée par M. Yves Jaouen, p. 2613.

SIDI MOHAMMED MOUREF. — Ancien bey de Tunis, déposé en 1943, en résidence à Paris, depuis la libération. — Possibilité de déplacement en raison de la situation géographique des Basses-Pyrénées.

Question n° 318 posée par M. Jacques de Menditte, p. 688.

SYNDICS. — Nomination. — Attributions de l'assemblée générale. — Mesures appliquées aux associations syndicales pour le dessèchement des marais. — Procédure.

Question n° 331 posée par M. Abel Durand, p. 729. Première réponse, p. 1673; deuxième réponse, p. 2092.

TAXES SUR DIVERSES TRANSACTIONS. — Relèvement. — Allocations compensatrices en faveur des familles nombreuses et des économiquement faibles.

Question n° 615 posée par M. Léo Hamon, p. 2613.

JEUNESSE, ARTS ET LETTRES (Ministre de la).

Questions posées à M. le ministre de la jeunesse, des arts et des lettres et réponses de celui-ci.

ABBAYE DE FONTENELLES. — Classement comme monument historique. — Date.

Question n° 33 posée par M. Jacques Chauvel, p. 61. Réponse, p. 533.

CINÉMAS. — Accès des mineurs dans les salles de projections cinématographiques. — Réglementation actuelle. — Application effective. — Classification des films.

Question n° 402 posée par M. Alfred Westphal, p. 1001. Réponse, p. 2093.

PRESSE. — Journaux créés entre le 25 août 1944 et le 1^{er} janvier 1945. — Montant des sommes dues au 1^{er} janvier 1947, à la société nationale d'entreprises de presse pour ces journaux: a) à Paris; b) en province.

Question n° 11 posée par M. Christian Vieljeux, p. 49. Réponse, p. 1622.

Journaux de la Martinique. — Situation critique par suite de non distribution officielle de papier journal.

Question n° 19 posée par M. Théus Lero, p. 53. Réponse, p. 257.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES ARTS ET DES LETTRES. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 102 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 480.

Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 192 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 731.

TERRAIN SPORTIF. — Utilisation par une société sportive subventionnée par l'Etat. — Interdiction à une société rattachée à un établissement d'enseignement libre d'en disposer.

Question n° 75 posée par M. Emmanuel La Cravière, p. 136. Réponse, p. 533.

JUSTICE (Ministère de la).

Questions posées à M. le ministre de la justice et réponses de celui-ci.

ADOPTION. — Acte de naissance de l'enfant. — Copies. — Substitution du nom des parents adoptifs à celui des parents naturels. — Inscription sur le livret de famille.

Question n° 146 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 534.

ALGERIE. — Accidents de personnes occasionnés par les militaires des U. S. A. — Organismes chargés d'indemniser les victimes.

Question n° 64 posée par M. Marcel Rogier, p. 102. Réponse, p. 526.

ALSACIENS-LORRAINS. — Membres de F. F. L. obligés de se marier sous un nom d'emprunt. — Régularisation de leur état civil.

Question n° 207 posée par M. Antoine Colonna, p. 479. Réponse, p. 531.

AMNISTIE. — Application éventuelle de la loi d'amnistie aux membres de l'enseignement déplacés par la commission d'épuration.

Question n° 506 posée par M. Alfred Westphal, p. 2084. Réponse, p. 2371.

Application éventuelle aux fonctionnaires ayant commis une faute de service avant le 46 janvier 1947.

Question n° 577 posée par M. Jules Boyer, p. 2273. Réponse, p. 2755.

Application aux délits de droit commun. — Cas des individus se prévalant de citations pour bénéficier de l'amnistie.

Question n° 578 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2273.

Possibilité pour un délinquant primaire, pupille de la nation, déporté du travail, de bénéficier de l'article 10 de la loi d'amnistie

Question n° 610 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2575.

ARRÊTÉS POLITIQUES. — Nombre de personnes qui, de 1940 à 1944, ont été, pour des raisons politiques: a) arrêtées par les Allemands; b) fusillées; c) déportées; d) mortes en déportation.

Question n° 460 posée par M. Paul Pauly, p. 1822. Réponse, p. 2087.

BAIL COMMERCIAL. — Forclusion. — Possibilité d'être relevée par l'effet de la loi du 3 septembre 1947, le bénéficiaire n'étant ni sinistré, ni déporté, ni ancien prisonnier.

Question n° 530 posée par M. Abel Durand, p. 2105. Réponse, p. 2372.

BAUX A FERME. — Précisions demandées sur le paragraphe 2 de l'article 47 de la loi du 13 avril 1946.

Question n° 114 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 534.

Renouvellement. — Cas où le bailleur peut refuser. — Raisons à invoquer. — Notification du refus. — Conditions.

Question n° 421 posée par M. Paul Chamberland, p. 1321. Réponse, p. 1965.

BAUX D'HABITATION. — Attribution éventuelle de la prorogation prévue pour les baux d'habitation aux locataires d'une maison hors centre urbain.

Question n° 598 posée par M. Bernard Chochoy, p. 2181.

BAUX RURAUX. — Prorogation éventuelle jusqu'en 1948 pour les occupants de bonne foi.

Question n° 513 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2100. Réponse, p. 2149.

CHAMBRES MEUBLÉES. — Droits d'un propriétaire de chambres meublées, non hôtelier, vis-à-vis des locataires.

Question n° 826 posée par M. André Southon, p. 730. Réponse, p. 1003.

CHARGES DE LOYER. — Augmentation dans le cas particulier où les parties ont convenu d'un forfait.

Question n° 145 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 534.

COLLABORATEURS. — Libération de la prison de Rennes. — Emotion de la population de Marcey-les-Grèves (Manche) où il habite, cherchant à créer du désordre.

Question n° 103 posée par M. Jules Décaux, p. 156. Réponse, p. 551.

Nombre de collaborateurs exécutés par la Résistance ou pendant la période insurrectionnelle.

Question n° 459 posée par M. Paul Pauly, p. 1822. Réponse, p. 2093.

DÉTENUX CONTAGIEUX. — Envoi pour soins spéciaux à l'hôpital Claude-Bernard. — Surveillance. — Mesures proposées.

Question n° 279 posée par M. Léo Hamon, p. 603.

DOMMAGES DE GUERRE. — Commissions cantonales. — Choix des présidents. — Conditions.

Question n° 314 posée par M. Jean-Marie Berthelot, p. 767. Réponse, p. 1111.

Conditions imposées aux bénéficiaires d'indemnités au titre de dommages de guerre ou de reconstruction.

Question n° 46 posée par M. Abel Durand, p. 80. Réponse, p. 296.

DROITS CIVIQUES ET POLITIQUES. — Situation en regard de ces droits d'un collaborateur condamné à un an de prison et à 1.000 F d'amende.

Question n° 431 posée par M. Marcel Molle, p. 1965. Réponse, p. 2093.

ÉTAT CIVIL. — Naissances ayant lieu dans une ville autre que celle où les parents ont leur domicile. — Inscription sur les registres de cette ville. — Conséquences.

Question n° 47 posée par M. André Bos-sanne, p. 80. Réponse, p. 571.

ÉTUDE D'AVOUCÉ. — Gérance par un avoué. — Tarif prévu par le décret du 30 avril 1946. — Application de ce tarif quand l'étude est gérée par le principal clerc.

Question n° 427 posée par M. Henri Lénard, p. 1563. Réponse, p. 1837.

EXPULSION. — Locataire refusant de subir une augmentation de loyer. — Possibilité d'être expulsé par le propriétaire de l'immeuble construit après le 1^{er} octobre 1939.

Question n° 552 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2148. Réponse, p. 2481.

GUADELOUPE, MARTINIQUE, GUYANE ET RÉUNION. — Organisation judiciaire. — Possibilité pour un greffier d'Etat près un tribunal de première instance en France, d'obtenir un poste correspondant dans ces départements.

Question n° 505 posée par M. Edmond Pia-loux, p. 2084. Réponse, p. 2149.

INTERNEMENT. — Sujet britannique placé et maintenu dans un camp de concentration est ou non un interné politique. — Dans l'affirmative, attribution de la loi du 16 août 1947.

Question n° 504 posée par M. Ernest Pezet, p. 2084. Réponse, p. 2100.

LOCATAIRES DE PETITES CAMPAGNES. — Location non soumise au statut du fermage. — Texte à invoquer pour bénéficier d'une prorogation

Question n° 514 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2100. Réponse, p. 2149.

LOGEUX COMMERCIAUX. — Précisions demandées sur l'application de l'article 2 de la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 prévoyant une prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1951.

Question n° 532 posée par M. René De-preux, p. 2117. Réponse, p. 2484.

LOCKOUT. — Cas d'un locataire d'appartement entièrement sinistré, réparé par le propriétaire, puis offert à l'ancien locataire auquel il est réclamé un loyer sept fois plus élevé.

Question n° 360 posée par M. Auguste Pin-ton, p. 886. Réponse, p. 1111.

Droit de reprise des fonctionnaires logés mis à la retraite.

Question n° 304 posée par M. Roger Carcassonne, p. 664.

Droit de reprise. — Obligation, pour le propriétaire, de mettre à la disposition du locataire à évincer un local correspondant à ses besoins et possibilités.

Question n° 529 posée par M. Abel-Durand, p. 2105. Réponse, p. 2273.

Exercice du droit de reprise par le propriétaire.

Question n° 34 posée par M^{lle} Anne-Marie Trinquier, p. 61. Réponse, p. 257.

Exercice du droit de reprise par les propriétaires.

Question n° 229 posée par M. Roger Carcassonne, p. 524. Réponse, p. 551.

Locaux d'habitation occupés par l'Administration du ministère de la justice. — Condamnation à quitter les lieux par le juge des référés. — Refus. — Mesures envisagées.

Question n° 305 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 664.

Moyens légaux mis à la disposition d'un propriétaire pour exercer son droit de reprise contre un locataire récalcitrant.

Question n° 503 posée par M. Fernand Jar-rie, p. 2084. 1^{re} réponse, p. 2100; 2^e réponse, p. 2273.

Reprise. — Cas d'un fonctionnaire mis à la retraite.

Question n° 230 posée par M^{lle} Maria Pa-caut, p. 524. Réponse, p. 551.

LOYERS. — Lois des 28 mars et 30 juillet 1947. — Application aux locaux d'immeubles construits ou achevés après le 1^{er} septembre 1939.

Question n° 451 posée par M. Max André, p. 1789. Réponse, p. 2093.

PROXÉNÉTISME. — Nombre d'individus poursuivis et condamnés: a) en 1946 et 1947; b) antérieurement au 13 avril 1946; 1944, 1945, 1946. — Résultat de l'action concentrée de la police et des parquets.

Question n° 335 posée par M. Emmanuel La Gravière, p. 730. Réponse, p. 1036.

RÉSIDENCE PRINCIPALE. — Détermination. — Conditions. — Cas des enfants internes dans un établissement non situé dans la ville où habitent leurs parents.

Question n° 132 posée par M. Pierre Pujol, p. 222. Réponse, p. 526.

SANCTION DISCIPLINAIRE. — Recours en conseil d'Etat. — Possibilité pour le requérant de prendre copie du procès-verbal du conseil de discipline pour joindre à son pourvoi.

Question n° 576 posée par M. Jules Boyer, p. 2273.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — Immeubles prisés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 101 posée par M. Bernard La-fay, p. 156. Réponse, p. 533.

Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 493 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 534.

SOUS-LOCATAIRES. — Situation des sous-locataires en présence du droit de reprise par les propriétaires.

Question n° 509 posée par M. Bernard Chochoy, p. 2191.

STATUT DU FERMAGE. — Application à des parcelles de peu d'importance susceptibles d'une location verbale. — Conditions.

Question n° 356 posée par M. Paul Duclercq, p. 850. Réponse, p. 1062.

Application de l'article 29 de la loi du 17 octobre 1945, relatif à la forclusion en cas de contestation par le preneur.

Question n° 622 posée par M. Roger Carcascone, p. 2832.

ETRE DE « COMBATTANT ». — Attribution à tout étranger nationalisé français ayant combattu pour la France. — Conditions fixées par décret non paru. — Date de publication.

Question n° 8 posée par Mme Maria Paquet, p. 46. Réponse, p. 537

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Départements de la métropole privés de ces tribunaux.

Question n° 273 posée par M. Jacques Chaumel, p. 608. Réponse, p. 768.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Ordonnance du 15 juin 1945. — Extension de ses avantages aux secrétaires de parquet et aux greffiers fonctionnaires des tribunaux victimes de la guerre.

Question n° 562 posée par M. Bédou-Damazid, p. 2031. Réponse, p. 2093.

MARINE (Ministère de la)

Questions posées à M. le ministre de la marine et réponses de celui-ci.

LEVIS BOGAINVILLE. — Epave au large de L'Évêque depuis 1940. — Entèvement non effectué. — Ruissins.

Question n° 213 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 509. Réponse, p. 536.

INDOCHINE. — Envoi de renforts. — Choix des militaires. — Exemption pour les soldats ayant un frère tombé en Indochine.

Question n° 43 posée par M. Alexandre Caspery, p. 80. Réponse, p. 534.

LÉON D'HONNEUR. — Attribution aux officiers de réserve réunissant trois citations pendant les guerres 1914-1918 et 1939-1945.

Question n° 494 posée par M. Jean Julien, p. 380. Réponse, p. 535.

Tableau de concours pour propositions et nominations pour les officiers de réserve, anciens combattants de 1914-1918 et 1939-1945 non paru depuis 1940. — Mesures envisagées.

Question n° 466 posée par M. Jacques Gaden, p. 1813. Réponse, p. 2003.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA MARINE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 1^{er} février 1947. — Dates : a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 465 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 534.

Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 465 posée par M. Bernard Lafay, p. 390. Réponse, p. 535.

SOLDÉS. — Soldes des marins d'origine musulmane réduites à partir de janvier 1947 alors que celles de leurs camarades européens augmentaient. — Motifs.

Question n° 467 posée par M. Abdolkader Mahdad, p. 1843. Réponse, p. 2094.

TRANSPORTS AÉRIENS. — Mauvais état de l'aéroport de Ziguinchor (Sénégal) gênant les relations aériennes Dakar-Ziguinchor. — Emploi d'un hydravion demandé.

Question n° 357 posée par M. Charles Cros, p. 859. Réponse, p. 976.

MINISTÈRE D'ÉTAT

I

Questions posées à M. le ministre d'Etat et réponses de celui-ci.

SERVICES ADMINISTRATIFS. — Immeubles privés réquisitionnés au 1^{er} mai 1947 à Paris et dans la Seine. — Dates de réquisition et de levée de réquisition. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 315 posée par M. Bernard Lafay, p. 688. Réponse, p. 730.

MINISTÈRE D'ÉTAT (Vice-présidence du conseil, chargé de la fonction publique).

II

Questions posées à M. le ministre d'Etat, vice-président du conseil, chargé de la fonction publique et réponses de celui-ci.

SERVICES ADMINISTRATIFS. — Immeubles privés réquisitionnés au 1^{er} mai 1947 à Paris et dans la Seine. — Dates de réquisition et de levée de réquisition. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 313 posée par M. Bernard Lafay, p. 687.

MINISTÈRE D'ÉTAT (chargé de la coordination de la législation pour les départements d'outre-mer).

III

Questions posées à M. le ministre d'Etat chargé de la coordination de la législation pour les départements d'outre-mer.

SERVICES ADMINISTRATIFS. — Immeubles privés réquisitionnés au 1^{er} mai 1947 à Paris et dans la Seine. — Dates de réquisition et de levée de réquisition. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 311 posée par M. Bernard Lafay, p. 688. Réponse, p. 730.

MINISTÈRE D'ÉTAT (Présidence du conseil du plan).

IV

Questions posées à M. le ministre d'Etat, président du conseil du plan et réponses de celui-ci.

SERVICES ADMINISTRATIFS. — Immeubles privés réquisitionnés au 1^{er} mai 1947 à Paris et dans la Seine. — Dates de réquisition et de levée de réquisition. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 312 posée par M. Bernard Lafay, p. 687. Réponse, p. 767.

MINISTÈRE D'ÉTAT (chargé des postes, télégraphes et téléphones).

V

Questions posées à M. le ministre d'Etat chargé des postes, télégraphes et téléphones et réponses de celui-ci.

CITROUS POSTAUX. — Nombre de titulaires et montant global, par année, des opérations effectuées de 1939 à 1945 inclus.

Question n° 278 posée par M. Auguste Le Goff, p. 515. Réponse, p. 669.

INSTALLATION TÉLÉPHONIQUE. — Chambre syndicale des médecins de la Seine. — Difficultés pour obtenir l'installation de deux lignes téléphoniques.

Question n° 9 posée par M. Bernard Lafay, p. 46. Réponse, p. 135.

VÊTEMENTS. — Attribution de vêtements de travail et d'uniformes aux employés des postes, télégraphes et téléphones. — Conditions de prix et de périodicité.

Question n° 56 posée par M. Henri Buffet, p. 101. Réponse, p. 256.

PRESIDENCE DU CONSEIL

I

Questions posées à M. le président du conseil et réponses de celui-ci.

DÉFENSE PASSIVE. — Liquidation du matériel et du personnel. — Reprise de l'atelier Z². — Conditions. — Pouvoirs donnés aux préfets.

Question n° 35 posée par M. Ernest Cousteaux, p. 79. Réponse, p. 525.

DOMMAGES DE GUERRE. — Français sinistrés à l'étranger. — Mise à l'étude d'un projet de loi en leur faveur.

Question n° 419 posée par M. Ernest Pezet, p. 1321. Réponse, p. 2043.

FARINES. — Vente, chez les boulangers, contre tickets de pain. — Rétablissement.

Question n° 268 posée par Mme Simone Rollin, p. 608. Réponse, p. 920.

Pénurie. — Conséquences pour l'alimentation des jeunes enfants.

Question n° 516 posée par M. Bernard Lafay, p. 2104. Réponse, p. 2613.

GUADLOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION. — Assimilation aux départements français. — Application de la législation métropolitaine.

Question n° 68 posée par M. Adrien Baret, p. 136. Réponse, p. 516.

Assimilation aux départements français. — Application de la législation métropolitaine.

Question n° 69 posée par M. Théus Lero, p. 136. Réponse, p. 570.

JAMBORÉ DE LA PAIX. — Organisation. — Mesures en faveur des éclaireurs et des scouts de la France d'outre-mer pour leur faciliter la participation à ce rassemblement mondial.

Question n° 214 posée par M. Charles-Cros, p. 523. Réponse, p. 683.

PRODUITS LAITIERS. — Activité des commerçants limitée par de prétendues réserves de vente en 1939. — Interdiction aux coopératives laitières de vendre aux détaillants contre tickets. — Justification.

Question n° 291 posée par M. Henri Liénard, p. 663. Réponse, p. 1297.

Précision de la loi d'approvisionnement de la loi du 13 avril 1946). — Suppression d'intermédiaires inutiles. — Pouvoir de vente accordé aux coopératives laitières.

Question n° 292 posée par M. Henri Liénard, p. 663. Réponse, p. 1287.

RADIODIFFUSION. — Fonctionnaires. — Effectif avant la guerre et actuellement.

Question n° 266 posée par M. Jacques Chaumel, p. 607. Réponse, p. 1001.

SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 1^{er} février 1947. — Dates : a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 79 posée par M. Bernard Lafay, p. 151. Réponse, p. 525.

Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 171 posée par M. Bernard Lafay, p. 378. Réponse, p. 683.

STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES. — Nécessité éventuelle de l'aide de la commission administrative paritaire pour rectifier une erreur commise par un chef de service.

Question n° 570 posée par M. Jules Boyer, p. 2272.

SUCRE. — Attribution supplémentaire aux familles nombreuses en vue de la fabrication de confitures de ménage.

Question n° 285 posée par Mme Simone Rollin, p. 617 Réponse, p. 943.

TÉLÉPHONE. — Droit éventuel de l'administration des postes, télégraphes et téléphones d'augmenter le tarif d'abonnement au téléphone sans le consentement des intéressés.

Question n° 493 posée par M. Joseph Pfeiffer, p. 2033. Réponse, p. 2132.

VIANDE. — Différence considérable des prix pratiqués à Paris et à Clermont-Ferrand en octobre. — Justification.

Question n° 515 posée par M. Francis Daud, p. 2104 Réponse, p. 2510.

PRESIDENCE DU CONSEIL

(Haut commissariat à la distribution.)

II

Questions posées à M. le président du conseil, haut commissariat à la distribution, et réponses de celui-ci.

CHOCOLAT. — Attribution supprimée pour le mois de juillet à une jeune fille née le 13 juillet 1926. — Mesures envisagées afin qu'elle puisse obtenir sa ration pour la période antérieure à sa majorité.

Question n° 418 posée par M. Philippe Gerber, p. 1321. Réponse, p. 2084.

COOPÉRATIVES DE VENTE. — Attributions faites à ces coopératives par le ravitaillement général tenant compte exclusivement des inscriptions recueillies en 1941. — Confirmation. — Dans l'affirmative, mesures proposées.

Question n° 435 posée par Mme Marlette Brion, p. 1672. Réponse, p. 2081.

ORANGES. — Précisions sur la distribution des 16 500 tonnes d'oranges importées du Maroc en 1946. — Quantité: a) réservée aux coopératives, cantines, organismes prioritaires; b) distribuée par le commerce privé.

Question n° 388 posée par M. Jacques Boisfond, p. 975. Réponse, p. 1911.

PRODUITS LAITIERS. — Beurre et fromage. — Vente aux détaillants réservée aux grossistes et aux ramasseurs de produits laitiers. — Maintien éventuel de ce procédé par le service du lait.

Question n° 436 posée par M. Henri Liénard, p. 1673. Réponse, p. 2084.

PRESIDENCE DU CONSEIL

(chargé de la fonction publique).

III

Questions posées à M. le président du conseil chargé de la fonction publique et réponses de celui-ci.

LOGEMENT. — Mesures prévues pour reloger par priorité les fonctionnaires logés par l'administration à leur admission à la retraite.

Question n° 608 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 2575.

TEMPS PASSÉ SOUS LES DRAPEAUX PAR LES FONCTIONNAIRES. — Extension aux services coloniaux effectués dans les Forces françaises de l'intérieur.

Question n° 267 posée par M. Auguste Pinçon, p. 607. Réponse, p. 730.

PRESIDENCE DU CONSEIL

(chargé des postes, télégraphes et téléphones).

IV

Questions posées à M. le président du conseil chargé des postes, télégraphes et téléphones et réponses de celui-ci.

CABINES TÉLÉPHONIQUES. — Gérants. — Attributions de faibles indemnités comme employés municipaux. — Augmentation.

Question n° 593 posée par M. André Plait, p. 2480.

PRESIDENCE DU CONSEIL

(Secrétariat d'Etat à la).

V

Question posée à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et réponse de celui-ci.

GABON. — Port-Gentil, principal port pour le tonnage de l'A. E. F., dépourvu d'installation d'eau et d'électricité. — Mesures prévues pour activer les travaux.

Question n° 534 posée par M. Luc Durand-Revillo, p. 2137. Réponse, p. 2514.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Ministère de la).

Questions posées à M. le ministre de la production industrielle et réponses de celui-ci.

ADDUCTION D'EAU POTABLE. — Monnaie-matière. — Attribution insuffisante au génie rural pour les adductions d'eau potable dans les campagnes. — Mesures proposées.

Question n° 393 posée par M. André Pairault, p. 976. — Réponse, p. 1903.

BICYCLETTES. — Attribution insuffisante dans les départements fortement dévastés, la Manche en particulier.

Question n° 496 posée par M. Stanislas Dadu, p. 380. — Réponse, p. 610.

CHAUSSURES. — Attribution augmentée des chaussures de ski dans les régions montagneuses. — Organisme répartiteur. — Conditions exigées pour avoir droit à ces chaussures.

Question n° 434 posée par M. René Rosset, p. 1616. Réponse, p. 2091.

ÉLECTRICITÉ. — Prix spécial de l'énergie électrique consenti aux usines installées dans la région alpine.

Question n° 76 posée par M. Jules Hyvvard, p. 436. Réponse, p. 536.

ESSENCE. — Insuffisance d'attribution au corps médical de la Seine. — Augmentation demandée.

Question n° 463 posée par M. Bernard Lafay, p. 1843. — Réponse, p. 2092.

GAZ. — Prix élevé imposé par une société alimentant quinze communes dans une région industrielle. — Mesures proposées.

Question n° 292 posée par M. Georges Reverberi, p. 525. Réponse, p. 738.

GAZ ET ÉLECTRICITÉ. — Nationalisation. — Conclution, dans l'application, des articles 2 et 3 de la loi du 8 avril 1946.

Question n° 107 posée par M. Georges Perrot, p. 156. Réponse, p. 536.

INDUSTRIE DES CYCLES. — Entretien des bicyclettes circulant en France. — Attribution insuffisante de métaux ferreux.

Question n° 231 posée par M. Paul Duchereq, p. 609. Réponse, p. 763.

MÉTAUX FERREUX. — Attribution à l'artisanat pour chacun des deux derniers trimestres de 1946 et des trois trimestres de 1947.

Question n° 469 posée par M. André Pairault, p. 1843. Réponse, p. 2092.

MÉTAUX NON FERREUX. — Ministère chargé de la répartition des métaux non ferreux.

Question n° 442 posée par M. Pierre Pujol, p. 1743. Réponse, p. 2001.

MONNAIE-MATIÈRE. — Attribution insuffisante, dans la Manche, en ce qui concerne l'acier, la peinture, l'électricité.

Question n° 280 posée par M. Stanislas Dadu, p. 609.

OPTIQUE. — Demande d'autorisation de construction, d'achat de matériel et d'emprunt financier, déposée par une société dite « de distribution sociale d'optique » liée à la fédération nationale des organismes de la sécurité sociale. — Confirmation.

Question n° 441 posée par M. Ernest Pezet, p. 1743. Réponse, p. 2100.

PNEUMATIQUES. — Attribution insuffisante aux usagers de la route.

Question n° 394 posée par Mme Simone Rollin, p. 976. Réponse, p. 1416.

— Attribution insuffisante aux boulangers des Basses-Pyrénées. — Mesures envisagées pour améliorer cette attribution.

Question n° 426 posée par M. Jacques de Menditte, p. 1467. Réponse, p. 1966.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 106 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 536.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 497 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 715.

SURPLUS AMÉRICAINS. — Attribution insuffisante de voitures Jeep au département de la Loire.

Question n° 49 posée par M. Claudius Buard, p. 80. Réponse, p. 528.

USTENSILES ET APPAREILS MÉNAGERS. — Fabrication intensifiée. — Priorité d'attribution.

Question n° 240 posée par Mme Simone Rollin, p. 480. Réponse, p. 512.

VÉHICULES. — Vol par les Allemands à des déportés résistants. — Priorité d'achat aux victimes.

Question n° 231 posée par M. Jacques-Deslêtre, p. 524.

VÉHICULES AUTOMOBILES ET MOTEURS. — Propriétaires. — Double questionnaire à remplir dont l'un à reproduire chaque mois. — Retrait de cette mesure.

Question n° 350 posée par M. Yves Jaouen, p. 803. Réponse, p. 1288.

RECONSTRUCTION ET URBANISME (Ministère de la). — V. Affaires économiques, travaux publics et transports, reconstruction et urbanisme (Ministère des). — Commerce, reconstruction et urbanisme (Ministère du).

Questions posées à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et réponses de celui-ci.

ANCIENNETÉ. — Attribution de bonifications d'ancienneté pour services militaires ou de guerre. — Textes inappliqués au ministère de la reconstruction. — Mesures prévues.

Question n° 21 posée par M. Maurice Walker, p. 51. Réponse, p. 137.

ANGOUËME. — Considération, actuellement, comme ville sinistrée, bénéficiant à ce titre d'une protection pour les installations nouvelles de tous ordres.

Question n° 618 posée par M. René Simard, p. 2613.

BARAQUEMENTS. — Situation de petits sinistrés logés dans des baraquements obligés de payer un loyer et des assurances élevés. — Mesures proposées.

Question n° 65 posée par M. Emile Venrullen, p. 102. Réponse, p. 296.

BIENS SINISTRÉS. — Mutation entre vifs. — Droits à l'indemnisation. — Conditions.

Question n° 50 posée par M. Philippe Gerher, p. 80. Réponse, p. 460.

DÉBARQUEMENT ALLIÉ EN NORMANDIE. — Souvenir. — Pèlerins. — Hébergement. — Indemnités pour les hôtels. — Extension à la ville de Dieppe.

Question n° 282 posée par M. Guy Montier, p. 609. Réponse, p. 1060.

DOMMAGES DE GUERRE. — Délai prévu pour la promulgation du décret donnant aux sinistrés âgés de plus de 65 ans la possibilité d'opter pour une rente viagère en échange de l'indemnisation des dommages de guerre.

Question n° 589 posée par M. Yves Jaouen, p. 2386.

— Lacune du décret indiquant les régions où seront considérés comme dommages de guerre les dommages résultant du fait de l'évacuation par ordre.

Question n° 452 posée par Y. Georges Lacaze, p. 1789. Réponse, p. 2094.

— Résultat d'activité de résistance de forces françaises de l'intérieur. — Cas couvert par la législation actuelle. — Mesures envisagées en faveur des victimes.

Question n° 211 posée par M. Maurice Walker, p. 490. Réponse, p. 537.

EVACUATION D'OFFICE. — Tableaux annexes. — Publication. — Date.

Question n° 223 posée par M. Alexandre Caspary, p. 525. Réponse, p. 610.

HANGARS AGRICOLES. — Demandes d'attribution pour sinistrés passant par deux ministères différents. — Simplification des démarches.

Question n° 128 posée par M. Emile Venrullen, p. 195. Réponse, p. 536.

IMMEUBLES RÉQUISITIONNÉS. — Situation pénible des propriétaires âgés ne pouvant travailler grevés d'impôt.

Question n° 288 posée par M. Emmanuel La Gravière, p. 647. Réponse, p. 921.

LOYERS. — Réglementation nouvelle concernant les loyers des divers catégories de sinistrés.

Question n° 163 posée par M. Alfred Westphal, p. 277. Réponse, p. 537.

MONNAIE MATIÈRE. — Demande formulée par la ville de Morlaix depuis plus de quinze mois non satisfaite. — Motifs.

Question n° 20 posée par M. Hippolyte Masson, p. 51. Réponse, p. 257.

RECONSTRUCTIONS. — Sinistrés consentant au transfert de leurs dommages pour cause d'intérêt général. — Conditions.

Question n° 231 posée par M. Paul Gargominy, p. 525. Réponse, p. 665.

RECONSTRUCTION ET URBANISME. — Projet d'aménagement et d'embellissement des villes. — Examen. — Approbation.

Question n° 77 posée par M. le docteur Amédée Guy, p. 126. Réponse, p. 290.

RÉQUISITION ALLEMANDE. — Automobile réquisitionnée à un instituteur par les Allemands. — Droit à l'indemnisation.

Question n° 51 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 80. Réponse, p. 257.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 109 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 291.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 198 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 537.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Demandes de pensions en instance. — Situation des intéressés. — Loi du 20 mai 1946. — Application. — Décret. — Date de parution.

Question n° 127 posée par M. Yves Jaouen, p. 195. Réponse, p. 527.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION (Ministère de la)

Questions posées à M. le ministre de la santé publique et de la population et réponses de celui-ci.

ALSACIENS-LORRAINS. — Mise à l'étude de la question d'immigration de personnes déplacées du Banat de souche alsacienne-lorraine. — Importance de cette immigration pour la France.

Question n° 422 posée par M. Ernest Pezet, p. 1321. Réponse, p. 2091.

ASSISTANCE A LA FAMILLE. — Attribution. — Base déterminante quelquefois arbitraire. — Mesures proposées.

Question n° 333 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 730. Réponse, p. 1111.

— Insuffisance surtout quand il s'agit d'un enfant à charge d'une femme seule.

Question n° 337 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 730. Réponse, p. 1111.

CARNET DE SANTE. — Attribution aux enfants des écoles. — Mesures prévues pour rendre effective dans toute la France la législation relative à ces carnets.

Question n° 404 posée par Mme Jacqueline-Thôme Patenôtre, p. 1001. Réponse, p. 1911.

CIRCULATION. — Interdiction de circuler aux voitures de 15 CV ou plus. — Conséquences fâcheuses pour le corps médical et les malades.

Question n° 507 posée par M. Bernard Lafay, p. 2084. Réponse, p. 2100.

COLONIES DES VACANCES. — Subvention éventuelle de l'Etat pour la reconstruction ou l'achat d'immeubles pour estives de vacances. — Dans l'affirmation conditions.

Question n° 492 posée par M. Valentin-Pierre Vignard, p. 2078. Réponse, p. 2094.

FILMS EDUCATIFS. — Mesures envisagées pour la diffusion des films éducatifs. — Instructions données, à ce sujet, aux préfets et aux maires.

Question n° 403 posée par Mme Jacqueline-Thôme Patenôtre, p. 1001. Réponse, p. 1617.

MALADIES VÉNÉRIENNES. — Contradiction entre la grande presse et les résultats acquis depuis la fermeture des maisons de tolérance.

Question n° 289 posée par M. Emmanuel La Gravière, p. 616. Réponse, p. 922.

MARGARINES. — Précautions prises autorisant l'introduction de matières colorantes dans les margarines destinées à l'alimentation.

Question n° 482 posée par M. Bernard Lafay, p. 1965. Réponse, p. 2094.

MÉDAILLE DE LA FAMILLE FRANÇAISE. — Exclusion d'une mère de cinq enfants, naturalisée française avant son mariage avec un Français. — Confirmation.

Question n° 369 posée par M. Maurice Rochette, p. 920. Réponse, p. 2062.

MÉDECINS, CHIRURGIENS, SPÉCIALISTES. — Nominations conformément à l'article 191 du décret n° 891 du 17 avril 1943. — Précisions demandées sur l'interpellation et l'application de cet article.

Question n° 351 posée par M. Amédée Guy, p. 803. Réponse, p. 1173.

NOURRISSONS. — Impossibilité de trouver des farines destinées à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Question n° 505 posée par M. Geoffroy de Montalembert, p. 2084.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET SANITAIRES. — Chiffre des exportations, par trimestre, en 1946. — Pays importateurs.

Question n° 110 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 537.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION. — Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 109 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 572.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 198 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 731.

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

(Ministère du)

Questions posées à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et réponses de celui-ci.

ACCIDENTS. — Assurance individuelle. — Bénéfice. — Cumul avec une pension d'invalidité.

Question n° 148 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 558.

ACCIDENTS DE TRAVAIL. — Cas d'un employé de chemin de fer de l'Algérie victime d'un accident en 1922. — Invalidité de 15 p. 100. — Aggravation. — Droits à faire valoir. — Procédure.

Question n° 306 posée par M. Abdesselam Benkhellil, p. 661. Réponse, p. 1003.

— Situation, à ce sujet, d'une personne travaillant pour plusieurs employeurs dont le principal seul lui fait subir les retenues maxima pour la sécurité sociale.

Question n° 566 posée par M. Jacques Desfrée, p. 2173.

— Titulaires d'une pension civile servie par les tiers auteurs de l'accident. — Majoration de cette pension.

Question n° 593 posée par M. Roger Carcassonne, p. 2370.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Apprenti âgé de plus de 17 ans suivant des cours d'enseignement général dans une école professionnelle. — Droit à l'allocation familiale des personnes l'ayant à sa charge.

Question n° 423 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 1568. Réponse, p. 2002.

— Grand-mère recueillant trois orphelins complets. — Possibilité de bénéficier des allocations familiales.

Question n° 559 posée par Mme Marie Oyon, p. 2113.

ALLOCATIONS AUX VEUFS. — Attribution jusqu'au décès. — Droits des héritiers à toucher le montant couru depuis la dernière échéance.

Question n° 111 posée par M. Jacques Boisrond, p. 156. Réponse, p. 537.

Attribution à toute personne de nationalité française résidant en France métropolitaine. — Conditions de revenu et de patrioisme.

Question n° 319 posée par M. Jacques Chauvel, p. 688.

ALLOCATIONS AUX VIEUX TRAVAILLEURS. — Plafond des ressources y donnant droit. — Cas de tuberculeux pensionnés au taux de 100 p. 100.

Question n° 78 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 137. Réponse, p. 537.

ASSURANCE LONGUE MALADIE. — Demande d'obtention. — Conditions d'envoi. — Caisse qualifiée pour la réception.

Question n° 551 posée par M. Amédée Guy, p. 2148. Réponse, p. 2614.

ASSURANCES SOCIALES. — Agents de maîtrise. — Immatriculation du 1^{er} juillet au 31 décembre 1946. — Remboursement des cotisations.

Question n° 257 posée par M. Jacques de Menditte, p. 559. Réponse, p. 863.

Régime applicable aux assurés non agricoles. — Cas d'un pensionné salarié titulaire d'une pension au taux de 40 p. 100.

Question n° 121 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 102. Réponse, p. 593.

Sociétés à responsabilité limitée. — Situation des gérants avant et après le 1^{er} juillet 1946 dans certains cas spéciaux.

Question n° 133 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 222. Réponse, p. 538.

ASSURÉS SOCIAUX. — Représentation devant les commissions d'arrondissements ou régionales. — Précisions demandées.

Question n° 374 posée par M. Amédée Guy, p. 943. Réponse, p. 1416.

ASSURANCE VIEILLESSE. — Calcul des cotisations pour des pensionnés (loi du 31 mars 1919) invalidés à 85 p. 100 et de leurs épouses n'exerçant aucune activité salariée.

Question n° 202 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 381. Réponse, p. 553.

Conjointes d'agents de la S. N. C. F. cotisant à la sécurité sociale. — Retraite des vieux travailleurs. — Situation au décès de l'époux.

Question n° 216 posée par M. Fernand Verdebte, p. 514. Réponse, p. 1903.

Cotisation. — Situation des veuves de guerre.

Question n° 241 posée par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 516. Réponse, p. 691.

C. D. R. DES BARQUES. — Recensement. — Décisions des commissions paritaires régionales. — Exécution. — Délai d'appel.

Question n° 168 posée par M. Charles Morel, p. 291. Réponse, p. 2094.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Situation d'une mère de famille, dont le mari est assuré social, s'occupant de couture dans ses moments libres en regard de l'inscription à une caisse d'allocations familiales.

Question n° 563 posée par M. Henri Dorey, p. 2151.

CAISSES D'ASSURANCES SOCIALES. — Frais administratifs de gestion et prestations servies en 1943, 1944 et 1945.

Question n° 443 posée par M. René Cardin, p. 1743. 1^{re} réponse, p. 2095; 2^e réponse, p. 2386.

CAISSES DÉPARTEMENTALES D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Coefficient de traitement appliqué aux contrôleurs chargés d'effectuer le contrôle des employeurs.

Question n° 605 posée par M. Henri Puffet, p. 2538.

CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Conseil d'administration. — Election. — Cas d'électeurs figurant sur plusieurs listes.

Question n° 147 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 531.

Conseils d'administration. — Election. — Quantité globale de monnaie-matière papier distribuée. — Montant global des dépenses. — Imputation. — Texte légal justifiant cette imputation.

Question n° 265 posée par M. Bernard Lafay, p. 570. Réponse, p. 1036.

CHARGES DE FAMILLE. — Attribution d'un supplément temporaire aux titulaires et permanents. — Extension aux auxiliaires temporaires des collectivités privées.

Question n° 310 posée par M. Julien Sathonnet, p. 665. Réponse, p. 2061.

CHÔMAGE. — Allocation. — Relèvement du taux.

Question n° 585 posée par M. Bernard Chochoy, p. 2370.

Mesures prévues en faveur des personnes réduites involontairement au chômage.

Question n° 592 posée par M. Henri Liénard, p. 2417.

Vieux « sans travail » privés de l'allocation « chômage » lorsqu'à 65 ans ils ont sollicité le bénéfice de la retraite des vieux. — Mesures envisagées en leur faveur.

Question n° 581 posée par M. Bernard Chochoy, p. 2370.

COMPTES D'ENTREPRISES. — Ordonnance du 22 février 1945. — Champ d'application.

Question n° 557 posée par M. Amédée Guy, p. 2148.

Pouvoirs en matières d'œuvres sociales. — Insuffisance de subventions patronales. — Texte prévu réglant la situation. — Date de parution.

Question n° 345 posée par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 767. Réponse, p. 1618.

COMMISSION TECHNIQUE DENTAIRE. — Nombre de dossiers d'assurés sociaux en 1945 et si possible en 1946: a) présentés à la commission technique dentaire en vue d'entente préalable; b) acceptés; c) refusés.

Question n° 444 posée par M. Amédée Guy, p. 1743. Réponse, p. 2043.

COMMUNE DE PASSY (HAUTE-SAVOIE). — Recensement dans le cadre de la nouvelle législation.

Question n° 256 posée par M. Amédée Guy, p. 559. Réponse, p. 2095.

CORRÉS POUR NAISSANCE. — Indemnité. — Versement par les employeurs. — Remboursement par les caisses d'allocations familiales.

Question n° 407 posée par M. Amédée Guy, p. 1035. Réponse, p. 2062.

CRÉDIT IMMOBILIER (SOCIÉTÉS DE). — Frais d'administration. — Difficultés pour y faire face. — Mesures envisagées.

Question n° 235 posée par M. Guy Montier, p. 525. Réponse, p. 665.

CURE À ROYAT. — Base d'indemnisation d'un assuré social sur vingt et un jours de cure ou sur un séjour plus long le cas échéant.

Question n° 556 posée par M. Amédée Guy, p. 2143. Réponse, p. 2756.

CURE THERMALE. — Frais de voyage. — Remboursement aux enfants devant faire une cure, à l'exclusion des personnes les accompagnant. — Confirmation.

Question n° 361 posée par M. Jacques Chauvel, p. 826. Réponse, p. 1036.

Frais de voyage. — Remboursement. — Droit des caisses de la sécurité sociale d'exiger de l'assuré la justification de la dépense alors qu'il justifie par ailleurs la réalité de la cure dans la station thermale adéquate.

Question n° 415 posée par M. Bernard Lafay, p. 1208. Réponse, p. 1903.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Application du régime métropolitain concernant la sécurité sociale.

Question n° 258 posée par M. Victor Sablé, p. 559. Réponse, p. 732.

ESSENCE. — Insuffisance d'allocation au corps médical de la Seine. — Augmentation demandée.

Question n° 471 posée par M. Bernard Lafay, p. 1813. Réponse, p. 2094.

EXAMEN MÉDICAL. — Consignation sur une fiche comportant trois feuillets ayant chacun une destination différente. — Justification de ces trois feuillets.

Question n° 411 posée par M. Bernard Lafay, p. 1060. Réponse, p. 1823.

FÊTE NATIONALE. — Conditions de paiement de la journée du 14 juillet, considérée comme jour férié, en application de la loi n° 46-1623 du 12 juillet 1946.

Question n° 583 posée par M. Bernard Chochoy, p. 1965. Réponse, p. 2613.

GRÈVES. — Société nationalisée de Saint-Ouen violant les décisions gouvernementales, en payant les journées de grève et diverses indemnités. — Confirmation. — Dans l'affirmative, sanctions.

Question n° 619 posée par M. André Pailraut, p. 2613.

HONORAIRES MÉDICAUX ET ACCESSOIRES. — Situation pour la période comprise entre le 24 février 1947 et le 27 juin 1947.

Question n° 476 posée par M. Amédée Guy, p. 1911. Réponse, p. 2095.

HÔPITAUX PRIVÉS. — Personnel. — Classification des hôpitaux en vue de déterminer les salaires. — Précision de « petit établissement ».

Question n° 200 posée par M. Amédée Guy, p. 380. Réponse, p. 2095.

HÔPITAUX PUBLICS. — Accidents du travail. — Déclaration.

Question n° 66 posée par M. Abel Durand, p. 162. Réponse, p. 257.

LICENCIEMENT. — Pouvoir d'un inspecteur de travail relatif au licenciement d'un salarié. — Processus de ce licenciement.

Question n° 108 posée par M. Germain Pontille, p. 1035. Réponse, p. 1967.

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE. — Crise grave par suite de la libération des prisonniers allemands.

Question n° 112 posée par M. René Cardin, p. 456. Réponse, p. 769.

MAISON DE VACANCES ET DE CURS. — Cure marine pour enfants anémiques. — Conditions d'agrement par la sécurité sociale.

Question n° 296 posée par M. Georges Reverberi, p. 618. Réponse, p. 803.

MÉDAILLE DE LA FAMILLE FRANÇAISE. — Attribution. — Exclusion des mères de famille nombreuses d'Algérie depuis 1946. — Motifs.

Question n° 472 posée par M. le général Paul Tubert, p. 1887. Réponse, p. 2094.

NATURALISATION. — Nombreuses demandes relatives à des dossiers de naturalisation restés sans réponse. — Procédure à suivre pour obtenir les renseignements sollicités.

Question n° 470 posée par M. Roger Carcaissonne, p. 1813. Réponse, p. 2094.

OPTIQUE. — *Tractations à fins industrielles et commerciales entre la fédération nationale des organismes de la sécurité sociale et d'une société dite « de la distribution sociale d'optique » portées à sa connaissance.* — Mesures prises.

Question n° 415 posée par M. Ernest Pezet, p. 1743. Réponse, p. 2095.

ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE. — *Conseil d'administration.* — Election. — Proclamation des élus.

Question n° 449 posée par M. Abel-Durand, p. 215. Réponse, p. 551.

PRESTATIONS. — *Application de la loi du 30 août 1917 en cas de longue maladie.* — Interprétation plus large demandée.

Question n° 558 posée par M. Amédée Guy, p. 2448. Réponse, p. 2431.

PRESTATIONS FAMILIALES. — *Base de calcul pour le personnel des sanatoria du plateau d'Assy dans la commune de Passy (Haute-Savoie).*

Question n° 555 posée par M. Amédée Guy, p. 2448.

— *Cas de veuves de victimes civiles de la guerre, bénéficiaires de pensions.*

Question n° 22 posée par M. Maurice Rochette, p. 51. Réponse, p. 257

— *Cotisation.* — *Cas d'un commerçant exploitant un terrain constituant la suite de son exploitation.*

Question n° 469 posée par M. Julien Satonet, p. 291.

— *Décret fixant les conditions d'application, dans les départements, de la loi concernant les prestations familiales.* — *Date de parution.*

Question n° 453 posée par M. Georges Lataze, p. 1789. Réponse, p. 2095.

— *Suppression à l'apprenti salarié.* — *Conditions.* — *Mesures proposées.*

Question n° 395 posée par M. Alexandre Caspary, p. 976. Réponse, p. 1066.

PROTHÈSES DENTAIRES. — *Cas où le remboursement des frais par la sécurité sociale atteint 100 p. 100.*

Question n° 509 posée par M. Amédée Guy, p. 2081. Réponse, p. 2096.

— *Précisions demandées sur la réponse à la question n° 509 relative au remboursement 100 p. 100 des frais dentaires.*

Question n° 553 posée par M. Amédée Guy, p. 2443. Réponse, p. 2756.

RETENUES. — *Français travaillant en Allemagne dans les services américains.* — *Retenues importantes sur leurs salaires.*

Question n° 307 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 361. Réponse, p. 922.

RETRAITE AUX VIEUX TRAVAILLEURS. — *Attribution aux personnes ayant atteint soixante-cinq ans après le 1^{er} décembre 1916.* — *Mesures envisagées.*

Question n° 358 posée par M. René Rosset, p. 859. Réponse, p. 1111.

— *Cotisation trimestrielle minimum à verser par un salarié (cinquante-huit ans) de 1943 à 1947 pour avoir droit à la retraite des vieux travailleurs.*

Question n° 375 posée par M. Jules Masson, p. 943. Réponse, p. 1116.

— *Position d'un ancien combattant de la guerre 1914-1918 possédant deux cartes d'immatriculation aux assurances sociales.*

Question n° 245 posée par M. Georges Maire, p. 516.

RISQUES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES. — *Cotisations forfaitaires de certaines professions.* — *Précision du mot « sédentaire » contenu dans « employés de bureau sédentaires ».*

Question n° 451 posée par M. Jacques Chauvet, p. 243. Réponse, p. 536.

BALAIRE UNIQUE. — *Maitre bottier des corps de troupe s'installant cordonnier.* — *Refus de salaire unique par la caisse d'allocations familiales.* — *Justification.*

Question n° 23 posée par M. Maurice Rochette, p. 51. Réponse, p. 2132.

— *Refus à un employé de commerce, cinq enfants, possédant un terrain de 50 ares, maison, cour et jardin compris.* — *Justification.* — *Rappel éventuel.* — *Démarches.*

Question n° 308 posée par M. Jules Hyvrard, p. 664. Réponse, p. 1062.

— *Suppression à une veuve chargée de famille et touchant une modeste pension.*

Question n° 339 posée par Mme Marcelle Devaud, p. 730. Réponse, p. 1062.

SÉCURITÉ SOCIALE. — *Application du régime aux fonctionnaires.* — *Décret.* — *Parution.* — *Date.*

Question n° 255 posée par M. Philippe Gerber, p. 559. Réponse, p. 922.

— *Caisse régionale et caisse nationale.* — *Conseil d'administration.* — *Composition.*

Question n° 450 posée par M. Abel-Durand, p. 248. Réponse, p. 551.

— *Cotisation.* — *Paiement.* — *Cas d'une veuve ne travaillant pas.*

Question n° 243 posée par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 546. Réponse, p. 715.

— *Cotisation.* — *Retenue éventuelle sur une prime d'ancienneté.* — *Cas d'un associé d'une société à responsabilité limitée détenant la majorité des parts sociales et rétribué en tant qu'ouvrier de cette société.*

Question n° 568 posée par M. Maurice Rochette, p. 2173. Réponse, p. 2832.

— *Inscription obligatoire.* — *Affiches immenses posées sur les murs de Paris.* — *Publicité inutile.* — *Autorité ayant décidé.* — *Dépense engagée.* — *Bénéficiaire.* — *Cessation d'un pareil gaspillage.*

Question n° 309 posée par M. Jacques de Menditte, p. 665. Réponse, p. 922.

— *Majoration de remboursement par les caisses.* — *Application immédiate demandée.*

Question n° 420 posée par M. Jean-Marie Thomas, p. 462. Réponse, p. 538.

— *Obligation éventuelle de cotiser à la sécurité sociale pour un écrivain collaborant irrégulièrement à un journal.*

Question n° 567 posée par M. Jacques Destree, p. 2173.

— *Organismes nouvellement créés.* — *Salaires des employés.* — *Recrutement du personnel.*

Question n° 114 posée par M. Georges Reverbori, p. 157. Réponse, p. 533.

— *Ouvrier agricole affilié à une caisse d'assurances sociales mutuelle agricole, travaillant occasionnellement sur les chemins ruraux et rémunéré par la commune.* — *Situation en regard de la sécurité sociale.*

Question n° 316 posée par M. Maurice Rochette, p. 767. Réponse, p. 1966.

— *Retraités militaires exclus du bénéfice de la sécurité sociale.* — *Possibilité de les comprendre dans cet organisme.*

Question n° 405 posée par M. Hippolyte Masson, p. 4001. Réponse, p. 4903.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE SÉCURITÉ SOCIALE. — *Immeubles privés, à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947.* — *Dates:* a) *de réquisition;* b) *de levée de la réquisition.*

Question n° 413 posée par M. Bernard Lafay, p. 156. Réponse, p. 551.

— *Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947.* — *Agrément de la commission de contrôle.* — *Plan d'évacuation.*

Question n° 201 posée par M. Bernard Lafay, p. 380. Réponse, p. 552.

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE. — *Nombre de travailleurs:* a) *volontaires partis en Allemagne;* b) *convoqués par le S. T. O. partis en Allemagne ou travaillant ailleurs pour les Allemands;* c) *morts.*

Question n° 463 posée par M. Paul Pauly, p. 1322. 1^{re} réponse, p. 2095; 2^e réponse, p. 2755.

SUPPLÉMENTS ALIMENTAIRES. — *Attribution aux mutilés du travail pensionnés.* — *Conditions.*

Question n° 236 posée par M. Emile Martin-tabouret, p. 525. Réponse, p. 691.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (Ministère des). V. Affaires économiques, travaux publics et transports, reconstruction et urbanisme (Ministère des).

Questions posées à M. le ministre des travaux publics et des transports et réponses de celui-ci.

ARRÊTS DES TRAINS. — *Suppression en gare de Marguerittes.* — *Inconvénients en particulier pour le ravitaillement en lait.*

Question n° 511 posée par M. Fernand Jarrie, p. 2081. Réponse, p. 2372.

AUXILIAIRES DE L'ÉTAT. — *Situation d'employés ayant travaillé dans des industries aujourd'hui nationalisées au point de vue ancienneté.*

Question n° 115 posée par M. Jules Boyer, p. 157. Réponse, p. 610.

CANTONNIERS. — *Journaliers auxiliaires dans les ponts et chaussées depuis dix ans travaillant comme cantonniers.* — *Possibilité de titularisation.*

Question n° 446 posée par M. René Rosset, p. 1743. Réponse, p. 2078.

CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — *Transports effectués pour le compte des Allemands.* — *Remboursement des frais.* — *Vérification des « factures ».*

Question n° 579 posée par M. Guy Moutier, p. 2273.

CHEMINOTS. — *Anciens retraités proportionnels militaires.* — *Option pour la rémunération des services militaires ou de la S. N. C. F. en vue de la pension définitive.* — *Mesure proposée.*

Question n° 600 posée par M. Alexandre Caspary, p. 2481.

Question n° 606 posée par M. Henri Buffet, p. 2538.

Question n° 607 posée par M. Roger Menu, p. 2538.

— *Retraite anticipée.* — *Calcul pour les employés bénéficiaires d'une retraite militaire proportionnelle.*

Question n° 283 posée par M. Alexandre Caspary, p. 609. Réponse, p. 1901.

CHEMINOTS RETRAITÉS. — *Attribution des mêmes avantages qu'aux fonctionnaires retraités.*

Question n° 284 posée par M. Georges Maire, p. 609. Réponse, p. 943.

CHEMINOTS RETRAITÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER RETIRÉS DANS LA MÉTROPOLE. — Exclusion du bénéfice des facilités de circulation sur les chemins de fer français. — Mesures proposées.

Question n° 362 posée par M. Charles-Cros, p. 886. Réponse, p. 2096.

COLONIES DES VACANCES. — Exonération éventuelle de l'augmentation des tarifs des chemins de fer.

Question n° 396 posée par Mme Mireille Dumont, p. 976. Réponse, p. 2417.

CONSEIL GÉNÉRAL DES TRANSPORTS. — Inexistence. — Dossiers litigieux en suspens. — Reconstitution de ce conseil réclamée.

Question n° 55 posée par M. Yves Jaouen, p. 81. Réponse, p. 297.

CRÉDIT MARITIME A LA MARTINIQUE. — Dispositions prises pour sa création.

Question n° 387 posée par M. Théus Lero, p. 954. Réponse, p. 1790.

DÉPARTS POUR LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE. — Prévisions de départs insuffisamment étudiés. — Mesures envisagées.

Question n° 484 posée par M. Luc Durand-Reville, p. 1966. Réponse, p. 2096.

EMPLOYÉS DE CHEMIN DE FER. — Retraite. — Calcul pour les employés bénéficiaires d'une retraite militaire proportionnelle.

Question n° 237 posée par M. Alexandre Caspary, p. 525. Réponse, p. 1062.

EXPRESS. — Suppression des express A. P. et P. A. entre Bayonne et Pau. — Inconvénients.

Question n° 67 posée par M. Jacques de Menditte, p. 102. Réponse, p. 539.

INGÉNIEUR DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT. — Reclassement.

Question n° 116 posée par M. Jules Boyer, p. 157. Réponse, p. 614.

INSCRITS MARITIMES. — Embauchage par les compagnies de navigation. — Conditions. — Adoucissement de ces conditions au profit des prisonniers.

Question n° 317 posée par M. Victor Sablé, p. 767. Réponse, p. 1111.

INSCRITS MARITIMES PENSIONNÉS. — Difficultés pour encaisser le montant trimestriel de leur pension s'ils sont domiciliés loin de leur quartier d'immatriculation. — Mesures proposées.

Question n° 560 posée par M. Emile Marin-tabouret, p. 2148. Réponse, p. 2481.

LIGNE LYON-NÎMES. — Réduction du nombre de trains de voyageurs. — Amélioration demandée.

Question n° 510 posée par M. Fernand Jarric, p. 2091. Réponse, p. 2173.

MARCHANDISES. — Transport. — Prix. — Rabats considérable par wagon complet. — Conséquences fâcheuses pour les transports routiers.

Question n° 170 posée par M. Jacques Bordeneuve, p. 291. Réponse, p. 572.

PASSAGES A NIVEAU. — Difficultés pour les habitants des passages à niveau d'obtenir le bénéfice de l'installation électrique. — Mesure proposée.

Question n° 409 posée par M. Henri Buffet, p. 1035. Réponse, p. 2078.

RAIL ET ROUTE. — Coordination défectueuse depuis 1939 dans la Meurthe-et-Moselle. — Mesures proposées.

Question n° 63 posée par M. Emile Fournier, p. 80. Réponse, p. 4003.

— Trains de voyageurs supprimés entre Baccara et Badonviller et remplacés par des autocars insuffisants. — Amélioration demandée.

Question n° 53 posée par M. Emile Fournier, p. 81. Réponse, p. 460.

S. N. C. F. — Certaines catégories d'agents. — Diminution de leurs mensualités depuis la revalorisation des salaires et traitements. — Justification.

Question n° 512 posée par M. René Jayr, p. 2081.

— Liste des taxes et impositions directes et indirectes. — Sommes annuelles ainsi versées au Trésor.

Question n° 211 posée par M. Henri Buffet, p. 605. Réponse, p. 955.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS. — Immeubles privés à Paris et dans la Seine, occupés au 15 février 1947. — Dates: a) de réquisition; b) de levée de la réquisition.

Question n° 117 posée par M. Bernard Lafay, p. 157.

— Locaux réquisitionnés dans la Seine, occupés au 1^{er} avril 1947. — Agrément de la commission de contrôle. — Plan d'évacuation.

Question n° 203 posée par M. Bernard Lafay, p. 381.

TARIFS DES CHEMINS DE FER. — Possibilité d'être informé de l'origine du déficit de l'exploitation de la S. N. C. F. Invoqué pour justifier l'augmentation des tarifs.

Question n° 440 posée par Mme Claire Saunier, p. 1673. Réponse, p. 2096.

TRANSPORTS AÉRIENS. — Mauvais état de l'aéroport de Ziguinchor (Sénégal) gênant les relations aériennes Dakar-Ziguinchor. — Emploi d'un hydravion demandé.

Question n° 370 posée par M. Charles-Cros, p. 920. Réponse, p. 1905.

TRANSPORT DES VOYAGEURS. — Ville de Villempt (Meurthe-et-Moselle) du bassin minier de Longwy mal desservie. — Service de mine-ligne demandé.

Question n° 54 posée par M. Emile Fournier, p. 81. Réponse, p. 297.

TRAVAUX FERROVIAIRES. — Mise en adjudication. — Droit éventuel de préemption en faveur des prisonniers, résistants, internés politiques.

Question n° 414 posée par M. Antoine Vourch, p. 1159. Réponse, p. 2078.

VOIES NAVIGABLES DE L'OUEST. — Menace imminente de reclassement. — Confirmation. — Réfection du pont de chemin de fer de Tricel non commencée. — Motifs.

Question n° 47 posée par M. Georges Agucse, p. 1903. Réponse, p. 2093.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Comptes rendus des Séances avec les Numéros du "Journal officiel"
(édition des débats parlementaires).

ANNÉE 1947

ASSEMBLÉE NATIONALE			ASSEMBLÉE NATIONALE		
DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
17 janvier (Congrès de Versailles)...	1	1 à 4	9 juillet.....	60	2803 à 2850
20 janvier.....	2	4 à 38	10 juillet.....	70	2851 à 2890
23 janvier.....	3	38 à 86	11 juillet.....	71	2891 à 2966
30 janvier.....	4	86 à 110	12 juillet.....	72	2967 à 3014
1er février.....	5	110 à 416	16 juillet.....	73	3015 à 3016
5 février.....	6	416 à 486	17 juillet.....	74	3017 à 3102
7 février.....	7	487 à 218	18 juillet.....	75	3103 à 3154
9 février.....	8	219 à 274	19 juillet.....	76	3155 à 3226
12 février.....	9	275 à 298	20 juillet.....	77	3227 à 3282
14 février.....	10	299 à 322	22 juillet.....	78	3283 à 3338
15 février.....	11	323 à 351	23 juillet.....	79	3339 à 3454
16 février.....	12	352 à 418	25 juillet.....	80	3455 à 3518
17 février.....	13	419 à 432	26 juillet.....	81	3519 à 3592
18 février.....	14	433 à 482	27 juillet.....	82	3593 à 3622
19 février.....	15	483 à 522	29 juillet.....	83	3623 à 3638
20 février.....	16	523 à 551	30 juillet.....	84	3639 à 3702
21 février.....	17	552 à 626	31 juillet.....	85	3703 à 3731
22 février.....	18	627 à 658	1er août.....	86	3735 à 3818
23 février.....	19	659 à 706	2 août.....	87	3819 à 3882
24 février.....	20	707 à 791	5 août.....	88	3883 à 3922
25 février.....	21	792 à 822	6 août.....	89	3923 à 3946
26 février.....	22	823 à 816	7 août.....	90	3947 à 4010
27 février.....	23	817 à 866	8 août.....	91	4011 à 4098
28 février.....	24	867 à 930	9 août.....	92	4099 à 4131
1er mars.....	25	931 à 1018	10 août.....	93	4135 à 4190
2er mars.....	26	1019 à 1038	11 août.....	94	4191 à 4226
3er mars.....	27	1039 à 1106	12 août.....	95	4227 à 4250
4er mars.....	28	1107 à 1218	13 août.....	96	4251 à 4378
5er mars.....	29	1219 à 1290	14 août.....	97	4379 à 4390
6er mars.....	30	1291 à 1330	15 août.....	98	4391 à 4446
7er mars.....	31	1331 à 1418	16 août.....	99	4447 à 4526
8er mars.....	32	1419 à 1458	17 août.....	100	4527 à 4562
9er mars.....	33	1459 à 1471	18 août.....	101	4563 à 4598
10er mars.....	34	1472 à 1501	19 août.....	102	4599 à 4618
11er mars.....	35	1502 à 1532	20 août.....	103	4619 à 4628
12er mars.....	36	1533 à 1562	21 août.....	104	4629 à 4718
13er mars.....	37	1563 à 1612	22 août.....	105	4719 à 4750
14er mars.....	38	1613 à 1676	23 août.....	106	4751 à 4798
15er mars.....	39	1677 à 1710	24 août.....	107	4799 à 4820
16er mars.....	40	1711 à 1732	25 août.....	110	4821 à 4862
17er mars.....	41	1733 à 1832	26 août.....	111	4863 à 4878
18er mars.....	42	1833 à 1872	27 août.....	112	4879 à 4910
19er mars.....	43	1873 à 1902	28 août.....	113	4911 à 4966
20er mars.....	44	1903 à 1950	29 août.....	114	4967 à 4990
21er mars.....	45	1951 à 2030	30 août.....	115	4991 à 5022
22er mars.....	46	2031 à 2131	31 août.....	116	5023 à 5052
23er mars.....	47	2132 à 2171	1er septembre.....	117	5053 à 5092
24er mars.....	48	2172 à 2211	2 septembre.....	118	5093 à 5100
25er mars.....	49	2212 à 2262	3 septembre.....	119	5101 à 5122
26er mars.....	50	2263 à 2308	4 septembre.....	120	5123 à 5130
27er mars.....	51	2309 à 2322	5 septembre.....	121	5131 à 5146
28er mars.....	52	2323 à 2426	6 septembre.....	122	5147 à 5210
29er mars.....	53	2427 à 2482	7 septembre.....	123	5211 à 5242
30er mars.....	54	2483 à 2516	8 septembre.....	124	5243 à 5146
31er mars.....	55	2517 à 2578	9 septembre.....	125	5147 à 5502
1er avril.....	56	2579 à 2618	10 septembre.....	126	5503 à 5531
2er avril.....	57	2619 à 2650	11 septembre.....	127	5532 à 5559
3er avril.....	58	2651 à 2714	12 septembre.....	128	5560 à 5636
4er avril.....	59	2715 à 2770	13 septembre.....	129	5637 à 5662
5er avril.....	60	2771 à 2802	14 septembre.....	130	5663 à 5726
6er avril.....	61	2803 à 2850	15 septembre.....	131	5727 à 5798
7er avril.....	62	2851 à 2890	16 septembre.....	132	5799 à 5909
8er avril.....	63	2891 à 2966	17 septembre.....	133	5910 à 5956
9er avril.....	64	2967 à 3014	18 septembre.....	134	5957 à 5991
10er avril.....	65	3015 à 3102	19 septembre.....	135	5992 à 6052
11er avril.....	66	3103 à 3154	20 septembre.....	136	6053 à 6228
12er avril.....	67	3155 à 3226	21 septembre.....	137	6229 à 6244
13er avril.....	68	3227 à 3282	22 septembre.....	138	6245 à 6320
14er avril.....	69	3283 à 3338	23 septembre.....	139	6321 à 6396
15er avril.....	70	3339 à 3454	24 septembre.....	140	6397 à 6421
16er avril.....	71	3455 à 3518	25 septembre.....	141	6422 à 6496
17er avril.....	72	3519 à 3592	26 septembre.....	142	6497 à 6640
18er avril.....	73	3593 à 3622	27 septembre.....	143	6641 à 6706
19er avril.....	74	3623 à 3638	28 septembre.....	144	6707 à 6782
20er avril.....	75	3639 à 3702	29 septembre.....	145	6783 à 6858
21er avril.....	76	3703 à 3731	30 septembre.....	146	6859 à 6934
22er avril.....	77	3732 à 3761	1er octobre.....	147	6935 à 7010
23er avril.....	78	3762 à 3837	2 octobre.....	148	7011 à 7086
24er avril.....	79	3838 à 3913	3 octobre.....	149	7087 à 7162
25er avril.....	80	3914 à 3989	4 octobre.....	150	7163 à 7238
26er avril.....	81	3990 à 4065	5 octobre.....	151	7239 à 7314
27er avril.....	82	4066 à 4141	6 octobre.....	152	7315 à 7390
28er avril.....	83	4142 à 4217	7 octobre.....	153	7391 à 7466
29er avril.....	84	4218 à 4293	8 octobre.....	154	7467 à 7542
30er avril.....	85	4294 à 4369	9 octobre.....	155	7543 à 7618
1er mai.....	86	4370 à 4445	10 octobre.....	156	7619 à 7694
2er mai.....	87	4446 à 4521	11 octobre.....	157	7695 à 7770
3er mai.....	88	4522 à 4597	12 octobre.....	158	7771 à 7846
4er mai.....	89	4598 à 4673	13 octobre.....	159	7847 à 7922
5er mai.....	90	4674 à 4749	14 octobre.....	160	7923 à 7998
6er mai.....	91	4750 à 4825	15 octobre.....	161	7999 à 8074
7er mai.....	92	4826 à 4901	16 octobre.....	162	8075 à 8150
8er mai.....	93	4902 à 4977	17 octobre.....	163	8151 à 8226
9er mai.....	94	4978 à 5053	18 octobre.....	164	8227 à 8302
10er mai.....	95	5054 à 5129	19 octobre.....	165	8303 à 8378
11er mai.....	96	5130 à 5205	20 octobre.....	166	8379 à 8454
12er mai.....	97	5206 à 5281	21 octobre.....	167	8455 à 8530
13er mai.....	98	5282 à 5357	22 octobre.....	168	8531 à 8606
14er mai.....	99	5358 à 5433	23 octobre.....	169	8607 à 8682
15er mai.....	100	5434 à 5509	24 octobre.....	170	8683 à 8758
16er mai.....	101	5510 à 5585	25 octobre.....	171	8759 à 8834
17er mai.....	102	5586 à 5661	26 octobre.....	172	8835 à 8910
18er mai.....	103	5662 à 5737	27 octobre.....	173	8911 à 8986
19er mai.....	104	5738 à 5813	28 octobre.....	174	8987 à 9062
20er mai.....	105	5814 à 5889	29 octobre.....	175	9063 à 9138
21er mai.....	106	5890 à 5965	30 octobre.....	176	9139 à 9214
22er mai.....	107	5966 à 6041	31 octobre.....	177	9215 à 9290
23er mai.....	108	6042 à 6117	1er novembre.....	178	9291 à 9366
24er mai.....	109	6118 à 6193	2 novembre.....	179	9367 à 9442
25er mai.....	110	6194 à 6269	3 novembre.....	180	9443 à 9518
26er mai.....	111	6270 à 6345	4 novembre.....	181	9519 à 9594
27er mai.....	112	6346 à 6421	5 novembre.....	182	9595 à 9670
28er mai.....	113	6422 à 6497	6 novembre.....	183	9671 à 9746
29er mai.....	114	6498 à 6573	7 novembre.....	184	9747 à 9822
30er mai.....	115	6574 à 6649	8 novembre.....	185	9823 à 9898
31er mai.....	116	6650 à 6725	9 novembre.....	186	9899 à 9974
1er juin.....	117	6726 à 6801	10 novembre.....	187	9975 à 10050
2er juin.....	118	6802 à 6877	11 novembre.....	188	10051 à 10126
3er juin.....	119	6878 à 6953	12 novembre.....	189	10127 à 10202
4er juin.....	120	6954 à 7029	13 novembre.....	190	10203 à 10278
5er juin.....	121	7030 à 7105	14 novembre.....	191	10279 à 10354
6er juin.....	122	7106 à 7181	15 novembre.....	192	10355 à 10430
7er juin.....	123	7182 à 7257	16 novembre.....	193	10431 à 10506
8er juin.....	124	7258 à 7333	17 novembre.....	194	10507 à 10582
9er juin.....	125	7334 à 7409	18 novembre.....	195	10583 à 10658
10er juin.....	126	7410 à 7485	19 novembre.....	196	10659 à 10734
11er juin.....	127	7486 à 7561	20 novembre.....	197	10735 à 10810
12er juin.....	128	7562 à 7637	21 novembre.....	198	10811 à 10886
13er juin.....	129	7638 à 7713	22 novembre.....	199	10887 à 10962
14er juin.....	130	7714 à 7789	23 novembre.....	200	10963 à 11038
15er juin.....	131	7790 à 7865	24 novembre.....	201	11039 à 11114
16er juin.....	132	7866 à 7941	25 novembre.....	202	11115 à 11190
17er juin.....	133	7942 à 8017	26 novembre.....	203	11191 à 11266
18er juin.....	134	8018 à 8093	27 novembre.....	204	11267 à 11342
19er juin.....	135	8094 à 8169	28 novembre.....	205	11343 à 11418
20er juin.....	136	8170 à 8245	29 novembre.....	206	11419 à 11494
21er juin.....	137	8246 à 8321	30 novembre.....	207	11495 à 11570
22er juin.....	138	8322 à 8397	1er décembre.....	208	11571 à 11646
23er juin.....	139	8398 à 8473	2 décembre.....	209	11647 à 11722
24er juin.....	140	8474 à 8549	3 décembre.....	210	11723 à 11798
25er juin.....	141	8550 à 8625	4 décembre.....	211	11799 à 11874
26er juin.....	142	8626 à 8701	5 décembre.....	212	11875 à 11950
27er juin.....	143	8702 à 8777	6 décembre.....	213	11951 à 12026
28er juin.....	144	8778 à 8853	7 décembre.....	214	12027 à 12102
29er juin.....	145	8854 à 8929	8 décembre.....	215	12103 à 12178
30er juin.....	146	8930 à 9005	9 décembre.....	216	12179 à 12254
1er juillet.....	147	9006 à 9081	10 décembre.....	217	12255 à 12330
2er juillet.....	148	9082 à 9157	11 décembre.....	218	12331 à 12406
3er juillet.....	149	9158 à 9233	12 décembre.....	219	12407 à 12482
4er juillet.....	150	9234 à 9309	13 décembre.....	220	12483 à 12558
5er juillet.....	151	9310 à 9385	14 décembre.....	221	12559 à 12634
6er juillet.....	152	9386 à 9461	15 décembre.....	222	12635 à 12710
7er juillet.....	153	9462 à 9537	16 décembre.....	223	12711 à 12786
8er juillet.....	154	9538 à 9613	17 décembre.....	224	12787 à 12862
9er juillet.....	155	9614 à 9689	18 décembre.....	225	12863 à 12938
10er juillet.....	156	9690 à 9765	19 décembre.....	226	12939 à 13014
11er juillet.....					

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE					
DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
15 janvier.....	1	1 à 4	27 juillet.....	80	1065 à 1112
17 janvier (Congrès de Versailles)...	2	1 à 4	26 juillet.....	81	1113 à 1160
22 janvier.....	3	5 à 12	27 juillet.....	82	1161 à 1176
29 janvier.....	4	43 à 26	29 juillet.....	83	1177 à 1208
1 ^{er} février.....	6	27 à 46	30 juillet.....	84	1209 à 1255
5 février.....	7	47 à 50	31 juillet.....	85	1257 à 1288
12 février.....	10	51 à 51	1 ^{er} août.....	86	1289 à 1321
14 février.....	11	55 à 62	2 août.....	87	1325 à 1420
21 février.....	14	63 à 82	5 août.....	88	1421 à 1463
26 février.....	16	83 à 102	6 août.....	89	1469 à 1572
28 février.....	17	103 à 138	8 août.....	91	1573 à 1620
5 mars.....	19	139 à 158	9 août.....	92	1621 à 1678
7 mars.....	21	159 à 162	12 août.....	95	1677 à 1748
8 mars.....	22	163 à 198	11 août.....	97	1749 à 1792
12 mars.....	23	199 à 222	20 août.....	98	1793 à 1821
11 mars.....	24	223 à 250	22 août.....	100	1825 à 1844
19 mars.....	26	251 à 258	23 août.....	101	1845 à 1896
22 mars.....	28	259 à 278	27 août.....	104	1897 à 1901
26 mars.....	30	279 à 298	29 août.....	106	1905 à 1912
28 mars.....	32	299 à 336	30 août.....	107	1913 à 1968
29 mars.....	33	337 à 482	31 août.....	108	1969 à 2032
30 mars.....	34	483 à 510	2 septembre.....	109	2033 à 2044
30 avril.....	35	511 à 510	3 septembre.....	110	2045 à 2064
7 mai.....	38	511 à 552	5 septembre.....	111	2065 à 2080
9 mai.....	39	553 à 560	29 octobre.....	113	2081 à 2096
14 mai.....	41	561 à 572	31 octobre.....	114	2097 à 2100
21 mai.....	43	573 à 612	11 novembre.....	115	2101 à 2106
23 mai.....	44	613 à 618	15 novembre.....	116	2107 à 2118
30 mai.....	46	619 à 668	19 novembre.....	117	2119 à 2131
4 juin.....	48	669 à 692	21 novembre.....	118	2135 à 2138
6 juin.....	49	693 à 716	26 novembre.....	119	2139 à 2150
13 juin.....	52	717 à 732	23 novembre.....	120	2151 à 2154
18 juin.....	54	733 à 772	30 novembre.....	121	2155 à 2174
20 juin.....	56	773 à 804	1 ^{er} décembre.....	122	2175 à 2198
25 juin.....	60	805 à 868	2 décembre.....	123	2199 à 2246
27 juin.....	62	869 à 888	3 décembre.....	124	2247 à 2258
2 juillet.....	64	889 à 924	5 décembre.....	125	2259 à 2274
4 juillet.....	66	925 à 944	6 décembre.....	126	2275 à 2308
9 juillet.....	69	945 à 956	10 décembre.....	127	2309 à 2378
11 juillet.....	71	957 à 976	12 décembre.....	128	2379 à 2366
18 juillet.....	75	977 à 1001	13 décembre.....	129	2387 à 2426
19 juillet.....	76	1005 à 1036	16 décembre.....	130	2427 à 2490
23 juillet.....	79	1037 à 1064	19 décembre.....	131	2491 à 2512
			21 décembre.....	132	2513 à 2544
			27 décembre.....	133	2545 à 2576
			28 décembre.....	134	2577 à 2720
			31 décembre.....	135	2721 à 2760
			4 ^{er} janvier 1948.....	136	2761 à 2836